

L'ÉTAT, L'EXIL
ET QUELQUES AUTRES
MALENTENDUS

Mémoires d'un Congolais qui a voulu
comprendre la machine

Sophie - Icovellauna

PROLOGUE

Le bruit d'un moteur

Il y a des jours où la politique ressemble à une science exacte, avec ses tableaux, ses bureaux de vote, ses chiffres alignés dans des colonnes et ses gens très sérieux qui prétendent mesurer la volonté d'un peuple à l'aide d'un stylo, d'une urne et de quelques formulaires tamponnés. Et puis il y a les autres jours. Ceux où la politique retrouve sa nature première, celle d'un animal ancien qui dort sous les parquets des ministères et dont on entend soudain les griffes. Au début d'avril 2016, je n'avais plus besoin de lire Montesquieu pour savoir qu'un État pouvait avoir des dents. Il me suffisait d'écouter les voitures ralentir. Un moteur qui perd des tours devant votre porte possède alors la profondeur philosophique d'un traité sur la souveraineté. Une portière qui claque devient une dissertation sur la séparation des pouvoirs. Quant au téléphone, cet objet qui, la veille encore, vous reliait au monde, il se transforme en petit mouchard lumineux dont chaque vibration vous rappelle que la modernité a

inventé mille façons d'être joignable au moment précis où vous préféreriez devenir une légende introuvable.

Je me cachais. Le mot est humiliant quand on a passé une partie de sa vie à parler d'État, d'institutions, de modernisation administrative et de responsabilité publique. « Se cacher » est un verbe sans protocole. Il ne vous accorde ni cabinet, ni titre, ni secrétaire, ni belle chemise cartonnée avec la mention CONFIDENTIEL. Il vous réduit à l'essentiel : un corps, une porte, quelques vêtements, un peu d'argent, un téléphone qu'il faut parfois éteindre et l'oreille tendue vers le dehors. J'avais été, quelques semaines auparavant, un homme de campagne électorale, de réunions, de stratégie et de conversations qui finissaient tard. J'étais devenu un homme qui regardait le plafond en calculant la distance entre lui et la prochaine arrestation. Les carrières publiques ont ceci de pédagogique qu'elles peuvent résumer en quarante-huit heures la vanité de vingt années de curriculum vitae. Un titre vous précède dans les salons ; une rumeur vous précède partout ailleurs.

Autour de Jean-Marie Michel Mokoko, les visages disparaissaient les uns après les autres des lieux où nous avions l'habitude de les voir. Certains étaient arrêtés, d'autres se taisaient, d'autres encore changeaient d'itinéraire, ce qui est la version politique de l'instinct de survie. J'avais lancé un SOS : je me disais traqué, filé, menacé. Ces mots, quand je les relis aujourd'hui, ont quelque chose d'excessif et de parfaitement exact à la fois. L'excès appartient toujours à celui qui n'est pas dans la pièce. La peur, elle, ne souffre pas la critique littéraire. Lorsqu'on croit que des hommes peuvent venir vous chercher, on ne se demande pas si l'adjectif choisi manque de sobriété ; on se demande si la serrure résistera trois secondes ou cinq.

Je pensais à l'élection du 20 mars. Je pensais aux chiffres que nous avions vus, aux résultats que nous contestions, à ce que nous affirmions pouvoir démontrer et à ce que le pouvoir proclamait de son côté. Les démocraties bien installées ont fabriqué un rituel merveilleux : au soir du vote, l'un gagne, l'autre perd, les micros s'allument, les mains se serrent et les

vaincus promettent de mieux faire la prochaine fois. Chez nous, le résultat électoral avait moins la politesse d'une conclusion que le tempérament d'une grenade. Il n'achevait rien ; il commençait tout. Je découvrais une vérité que les manuels oublient souvent parce qu'elle tache les pages : il ne suffit pas qu'un peuple vote pour que le vote soit la fin de la phrase. Encore faut-il que tout le monde accepte le point.

Je n'étais pourtant pas né dans une cellule de crise. J'avais eu quinze ans, de mauvaises idées, des envies de bière, des cigarettes prises avec l'importance de celui qui croit entrer dans l'Histoire alors qu'il entre simplement dans un débit de boisson. J'avais connu Brazzaville comme on connaît d'abord toutes les villes : par ses rues, ses odeurs, ses frontières invisibles, ses filles, ses copains et les endroits où les adultes vous avaient vaguement interdit d'aller. Bien avant de vouloir réformer l'État, j'avais voulu traverser une avenue. C'est peut-être le commencement de toutes les aventures politiques : une frontière paraît naturelle jusqu'au jour où quelqu'un la franchit

et découvre, de l'autre côté, des gens qui mangent, boivent, rient et fument exactement comme s'ils avaient reçu l'autorisation du destin.

Cette nuit-là, dans la chambre où je m'étais fait petit, je revoyais Diata. Je revoyais un garçon de quinze ans qui n'avait aucune idée de ce que deviendrait le Congo, encore moins de ce qu'il deviendrait lui-même. Le jeune homme avait un avantage sur moi : il ignorait l'avenir. L'ignorance est une province heureuse que l'on ne visite qu'une fois. Plus tard, on appelle cela la jeunesse et l'on en parle avec une tendresse disproportionnée, comme de tous les pays que l'on a quittés sans penser qu'il faudrait un jour un visa pour y retourner.

Pour comprendre comment j'avais fini caché dans ma propre ville, il fallait donc revenir au commencement, c'est-à-dire à une époque où mon plus grand problème géopolitique consistait à savoir jusqu'où je pouvais aller sans que ma famille ne l'apprenne.

PREMIÈRE PARTIE

BRAZZAVILLE AVANT LE POUVOIR

CHAPITRE I

Diata, ou la géographie avant la géopolitique

J'ai longtemps cru que les villes étaient faites de rues. C'est une erreur de cartographe. Les villes sont faites de permissions. Il y a les rues où l'on peut marcher, celles où l'on peut être vu, celles où l'on préfère ne pas rencontrer un oncle, un voisin ou l'ami d'un oncle qui deviendra, dès le lendemain matin, un service de renseignement familial d'une efficacité que beaucoup de ministères pourraient envier. À Diata, où j'habitais, la géographie de mon adolescence n'obéissait pas aux cartes officielles. Elle était découpée par les habitudes, les réputations, la famille et cette police diffuse des adultes qui n'a ni uniforme ni budget mais qui, dans certains quartiers, possède davantage d'agents que l'État.

À quinze ans, je franchis pour la première fois, par initiative personnelle, une avenue qui séparait moins deux morceaux de Brazzaville

que deux conceptions de la vie. Je n'étais pas avec mes parents. Ce détail, qui ferait bâiller un historien, était essentiel. On ne découvre vraiment un territoire que lorsqu'on n'y est conduit par personne. Mon camarade de classe, Raymond Okassa, que nous appelions « Machine de guerre » avec la délicatesse poétique propre aux adolescents, avait accepté de me faire passer de l'autre côté. Le surnom promettait une campagne militaire ; nous partîmes surtout chercher la fête. J'appris ce jour-là que l'épopée commence souvent par une très mauvaise raison. Ulysse avait Troie, nous avions du poisson braisé.

Je découvris le poisson que l'on mange dans la rue, avec cette saveur que donne moins la recette que la sensation de désobéir à quelque chose. Je bus une bière entière. Il faut conserver aux souvenirs leur juste proportion : l'humanité avait marché sur la Lune vingt ans plus tôt, mais ma première bouteille me paraissait une conquête techniquement plus ambitieuse. Je vis des filles plus libres dans leur façon de parler et de circuler, ou du moins plus libres selon le regard très renseigné d'un

garçon de quinze ans. Je pris une cigarette. Personne ne s'offusqua. Cette absence de scandale me stupéfia davantage que le tabac.

Chez moi, au « sud », comme je l'appelais, il se serait toujours trouvé quelqu'un pour me connaître, connaître mon père, connaître quelqu'un qui connaissait ma mère ou connaître seulement le devoir universel de surveiller les enfants des autres. Au « nord », mon vice naissant ne déclenchait aucune conférence diplomatique.

J'avais découvert l'anonymat. On sous-estime ce luxe quand on grandit dans une communauté où chacun est relié à chacun par une toile de parentés, de souvenirs, d'obligations et de commérages. Être libre, à quinze ans, ne signifie pas avoir des droits fondamentaux ; cela signifie parfois pouvoir faire une bêtise sans que le compte rendu arrive à la maison avant vous. Je compris alors, sans savoir le formuler, que la liberté n'est pas seulement l'absence d'interdiction. C'est aussi l'absence de témoin mandaté par votre tante.

Je pris l'habitude de réserver le nord à mes amusements et le sud à mon foyer. Cette répartition avait l'élégance d'une constitution non écrite. J'en connaissais les lieux de jouissance, les boîtes dont certains noms me reviennent encore et d'autres non, ce qui est peut-être la preuve qu'elles remplirent convenablement leur fonction. Ondongo Mokoua, la Cave de Fafi, le Millionnaire : ces noms appartiennent à une cartographie intérieure plus fidèle que celle des urbanistes. Une ville n'est jamais exactement celle que les maires administrent. Chacun possède la sienne, dessinée par la première peur, le premier baiser, la première nuit dehors, le premier argent dépensé sans permission et le premier endroit où l'on a ri au point de ne plus pouvoir respirer.

J'étais, je l'ai écrit plus tard sans chercher à sauver ma réputation, un sacré fêtard. Il me plaît d'insister sur ce point parce que les biographies rétrospectives souffrent d'une maladie assez répandue : elles transforment l'enfance en préface du destin. L'homme devenu sérieux prétend qu'à douze ans déjà il

méditait sur la réforme de l'administration territoriale ; le futur écrivain assure qu'il lisait Proust sous les draps à huit ans ; le ministre se souvient opportunément qu'il organisait les jeux de la cour d'école avec un sens précoce de l'intérêt général. Je n'ai pas ce mérite. Mes préoccupations étaient infiniment moins élevées et, par conséquent, beaucoup plus sincères. J'aimais la fête. Je regardais les filles. Je voulais voir ce qui se passait ailleurs. Si une vocation politique était déjà présente, elle avait la forme modeste d'un désir de franchir les frontières qu'on m'avait assignées.

Brazzaville m'apprit ainsi sa première leçon avant qu'aucun professeur de sciences politiques ne s'en mêle : les frontières les plus efficaces ne sont pas toujours gardées par des soldats. Elles sont dans les habitudes. Elles séparent des quartiers, des classes sociales, des familles, des groupes, parfois des communautés entières, et chacun finit par les prendre pour la nature des choses. On dit : « C'est comme ça. » Cette phrase est le ministère de l'Intérieur de toutes les résignations. Elle délivre des visas à l'immobilité et expulse les questions gênantes.

À quinze ans, je n'avais pas de théorie contre elle. J'avais un ami surnommé Machine de guerre et un appétit de poisson braisé. C'était déjà un commencement.

Le Congo de mon adolescence n'était pas encore pour moi une question à résoudre. C'était le décor intégral de la vie, comme le ciel ou la chaleur. Les enfants ne demandent pas pourquoi le pays est ainsi ; ils demandent pourquoi ils doivent rentrer à telle heure. Les adultes parlent de pouvoir, de parti, de fonctionnaires, de pénuries, de privilèges, de rumeurs. Les adolescents recueillent ces mots comme on recueille la pluie : sans toujours comprendre le nuage qui les produit. Pourtant, quelque chose se déposait en moi. Je voyais déjà que certains avaient accès à des portes que d'autres ne voyaient même pas. Je voyais que le nom, le quartier, la famille, la fonction pouvaient modifier la température d'une pièce. Je ne savais pas encore que cela s'appelait un système. Pour moi, c'était simplement la météo sociale.

Ce qui m'intéressait surtout, c'était l'autre côté. L'autre rive, l'autre quartier, l'autre manière de vivre. Je suis resté fidèle à cette curiosité, au point d'en faire parfois une profession. Plus tard, je traverserais d'autres avenues : celles qui séparent l'Afrique de l'Europe, l'administration de la politique, le pouvoir de l'opposition, la théorie de la pratique, le pays natal de l'exil. Mais toutes ces frontières avaient une ancêtre. Elle se trouvait à Brazzaville et je l'avais franchie à quinze ans avec une assurance que je n'ai jamais tout à fait retrouvée. L'adolescent ne savait pas où il allait ; c'est ce qui lui permettait d'y aller si facilement.

CHAPITRE 2

La génération du sida

En 1989, une conférence mondiale sur le sida annonçait, dans le souvenir que j'en ai gardé et que j'ai raconté plus tard, un avenir africain si funèbre qu'il semblait écrit par un prophète ayant perdu toute confiance dans son espèce. On parlait d'une population qui pourrait être décimée à une échelle inimaginable. Les chiffres ont ceci de particulier qu'ils terrorisent très bien lorsqu'ils sont immenses et qu'ils consolent très mal lorsqu'ils se trompent. Un pourcentage ne tient personne par la main. Il vous place seulement devant un abîme, puis vous laisse choisir la manière élégante d'y penser.

Nous entrions dans l'âge adulte sous cette menace. Le sexe, qui aurait dû être le grand royaume désordonné de la jeunesse, se trouvait soudain accompagné d'affiches, de campagnes, de messages sanitaires, d'histoires de morts et de mots que l'on prononçait avec gravité. La génération précédente avait connu ses guerres, ses indépendances, ses idéologies. La nôtre

recevait une leçon brutale : le désir pouvait tuer. On peut bâtir des civilisations entières sur des contradictions moins efficaces. Il fallait être jeune, avoir envie de vivre et apprendre en même temps que la vie se transmettait parfois avec la mort dans la même enveloppe.

Des décès tombaient autour de nous. J'ai employé cette expression parce qu'elle rend mieux que toute autre la violence de l'époque : ils « tombaient ». Ils ne s'inséraient pas proprement dans une statistique. Ils interrompaient des familles, vidaient des chaises, changeaient la voix de ceux qui annonçaient la nouvelle. La prévention se déployait partout. Elle était nécessaire, mais elle était aussi terrifiante. On voulait nous sauver en nous rappelant sans cesse ce qui pouvait nous tuer. La pédagogie sanitaire a parfois le charme d'un croque-mort consciencieux : elle vous aime beaucoup, mais elle passe son temps à vous expliquer les différentes façons de finir dans sa clientèle.

Et pourtant nous continuions à vivre. Les grossesses non désirées, nombreuses parmi les

jeunes, prouvaient si besoin était que l'espèce humaine accepte assez mal les programmes de discipline qu'elle se prescrit à elle-même. Les adolescents signent volontiers des traités avec la prudence le matin et les violent le soir. C'est même l'une des rares constantes historiques sur lesquelles les civilisations peuvent s'accorder. Il y avait le danger, la peur, la maladie ; il y avait aussi le désir, la fête, l'inconscience, cette énergie presque insolente de la jeunesse qui considère la mortalité comme un problème touchant principalement les autres.

À cette époque, l'argent me semblait moins présent qu'aujourd'hui dans les relations entre jeunes hommes et jeunes femmes, du moins dans le milieu que je connaissais. Je l'ai écrit avec prudence parce qu'un souvenir personnel ne doit jamais se déguiser en recensement national. On m'a d'ailleurs fait remarquer que cela dépendait beaucoup du milieu social, ce qui est probablement vrai. Mais je me souviens d'un monde où l'on pouvait encore avoir du succès sans voiture, sans montre brillante et sans compte en banque capable de produire une déclaration d'amour certifiée conforme. Il

suffisait parfois d'avoir de la prestance, de la parole, du charisme. C'était une époque cruelle pour les riches ennuyeux et généreuse pour les pauvres bavards.

Je ne veux pas embellir ces années. La nostalgie est une maquilleuse qui travaille sans demander l'autorisation. Elle lisse la misère, parfume les rues, rend les nuits plus longues et les amis plus drôles qu'ils ne l'étaient. Mais il y avait une densité humaine particulière. Les liens comptaient. La présence comptait. Il fallait sortir de chez soi pour rencontrer le monde ; le monde ne vous attendait pas dans une petite boîte rectangulaire illuminée au creux de la main. Nous savions moins de choses et peut-être les savions-nous plus profondément, parce qu'une information reçue de quelqu'un portait encore la chaleur, la mauvaise foi, l'accent et la salive de celui qui la transmettait.

Le sida fut ma première expérience consciente d'une menace globale. Il nous apprit que des décisions prises ailleurs, des découvertes scientifiques faites ailleurs, des discours

prononcés ailleurs pouvaient soudain entrer dans nos chambres. Le monde n'était pas séparé en pays étanches. Ce qui circulait, ce n'étaient pas seulement les avions et les marchandises ; c'étaient aussi les virus, les paniques, les modèles, les idées. Plus tard, lorsque je m'intéresserais au développement, à l'économie internationale, à la dette, à la gouvernance, je retrouverais toujours cette même évidence : aucun pays n'est une île, même lorsqu'il se comporte comme s'il possédait un océan privé.

Cette époque m'apprit également à me méfier des prophéties. On nous annonçait l'effondrement démographique. Il n'eut pas lieu sous la forme prévue. Cela ne signifiait évidemment pas que la maladie n'avait pas été une catastrophe, seulement que l'avenir conserve une mauvaise habitude : il refuse d'obéir exactement aux experts qui le décrivent. Je n'en tirai pas un mépris de l'expertise ; j'en tirai une exigence. Les chiffres sont nécessaires, mais ils ne sont pas des dieux. Une société qui adore ses statistiques finit par confondre le thermomètre avec le climat. À

l'inverse, une société qui les méprise marche dans la nuit avec beaucoup de panache et finit généralement dans un fossé. Entre la superstition du nombre et l'ivresse de l'intuition, il existe une voie plus difficile : penser.

Je n'avais pas encore fait de cette voie une profession, mais j'en prenais le chemin. Les grandes questions entraient dans ma vie par des portes modestes. La liberté avait commencé par une avenue. La mondialisation commença par un virus. La sociologie par les différences entre quartiers. La politique, bientôt, par la découverte que le pays qui m'avait donné mes premières fêtes pouvait également fabriquer des peurs beaucoup plus sérieuses que celle d'être surpris avec une cigarette.

CHAPITRE 3

Le pays derrière la fête

On devient citoyen de deux manières. La première consiste à atteindre l'âge requis par la loi, ce qui demande un effort très limité : il suffit de ne pas mourir avant la date. La seconde consiste à comprendre que le pays où l'on vit n'est pas un paysage mais une construction. Celle-ci est beaucoup plus fatigante. Elle oblige à regarder les murs et à se demander qui les a bâtis, qui possède les clefs, qui paie l'électricité et pourquoi certaines pièces restent toujours interdites aux mêmes personnes. J'entrai lentement dans cette seconde citoyenneté.

À Brazzaville, l'État était partout et nulle part. Partout, parce que l'administration, les fonctions publiques, le parti, les titres, les décisions venues d'en haut pénétraient le langage quotidien. Nulle part, parce que ce que l'on attendait d'un État - la règle impersonnelle, la continuité, l'égalité devant la procédure - semblait parfois se dissoudre au contact des relations, des appartenances et des

urgences. J'observais, sans posséder encore les concepts, cette étrange chose : un pays pouvait avoir beaucoup d'État et manquer pourtant d'institutions. Il pouvait produire des formulaires sans produire de confiance. Il pouvait avoir des bureaux pleins et des citoyens qui se demandaient encore à qui il fallait réellement parler.

Je découvrais aussi la puissance des noms. Certains noms ouvraient des portes ; d'autres obligeaient à frapper plus longtemps. Il y avait des biographies qui ressemblaient à des laissez-passer. Dans les sociétés où l'institution est faible, la relation personnelle devient une monnaie, et comme toutes les monnaies elle crée des riches et des pauvres. Celui qui connaît quelqu'un n'attend pas de la même façon que celui qui ne connaît personne. Celui qui appartient au bon réseau ne lit pas le règlement avec la même inquiétude que celui qui n'a que le règlement pour se défendre. Le favoritisme n'est pas seulement une injustice ; c'est un impôt prélevé sur l'anonyme.

Je ne prétends pas avoir compris tout cela en une illumination. Les conversions intellectuelles instantanées sont très pratiques pour les films et très rares dans les existences. La plupart des idées importantes entrent en nous comme l'humidité dans un mur : doucement, par endroits, puis un jour on constate qu'elles ont changé la couleur de toute la pièce. Je voyais des choses. J'entendais des histoires. Je remarquais les contradictions entre les discours publics et la vie ordinaire. Je découvrais que la politique n'était pas l'activité de quelques hommes en costume mais la forme secrète de beaucoup de conversations familiales.

Le Congo portait une histoire lourde, des appartenances régionales, des mémoires, des fidélités et des blessures qui ne se laissaient pas ranger gentiment dans les chapitres d'un manuel. Le pays ressemblait parfois à une maison dont les occupants avaient hérité ensemble mais dont chacun conservait une version différente du testament. On pouvait vivre sous le même toit, employer les mêmes mots et ne pas parler de la même histoire.

Cette pluralité aurait pu être une richesse ; elle devenait parfois un carburant pour la méfiance. Il ne suffit pas de tracer une frontière autour de plusieurs millions de personnes pour fabriquer une nation. La nation est un récit collectif et, comme tous les récits, elle peut être mal écrit, mal distribué ou accaparé par quelques auteurs persuadés qu'ils possèdent aussi l'imprimerie.

Je commençai à m'intéresser aux institutions parce qu'elles me semblaient constituer l'une des rares inventions capables de civiliser la méfiance. Une institution n'exige pas que les hommes s'aiment ; elle leur demande seulement de respecter la même règle quand ils se détestent. C'est déjà beaucoup. Les sociétés qui attendent de la fraternité ce que seule la procédure peut garantir se condamnent à de grandes déceptions. Je n'ai jamais cru que la politique devait rendre les hommes bons. Elle doit surtout empêcher les mauvais jours des hommes ordinaires de devenir des catastrophes nationales.

À mesure que ces questions prenaient de la place, la fête n'en disparaissait pas pour autant. C'est une autre falsification des biographies que de séparer proprement les périodes : ici la jeunesse, ici la pensée, ici l'engagement. La vie ne possède pas de tiroirs. On peut parler de constitution l'après-midi et danser le soir ; être préoccupé par l'avenir du pays et chercher malgré tout le regard d'une femme dans une salle trop bruyante ; méditer sur l'injustice et perdre son portefeuille. La gravité est une couleur qui, si on l'applique partout, finit par rendre les souvenirs illisibles.

Je voulais comprendre le monde sans renoncer à l'habiter. C'est peut-être là que s'est formé mon goût pour une pensée concrète, parfois impatiente avec les grandes déclarations qui ne descendent jamais jusqu'au sol. Une idée politique qui ne sait pas ce qu'elle fait au prix du pain, à la durée d'une file d'attente, au temps passé devant un guichet ou à la chance d'un jeune homme de trouver un travail est une idée qui porte un très beau costume mais n'a pas appris à marcher. Plus tard, j'aurais beaucoup de querelles avec les idéologies. À

l'époque, je ne savais pas encore que je les appelais ainsi. Je savais seulement que les mots trop majestueux m'inquiétaient lorsqu'ils produisaient des résultats trop petits.

Le pays derrière la fête apparaissait donc lentement. Il avait des bureaux, des hiérarchies, des peurs, des ambitions, des hommes qui servaient sincèrement et d'autres qui se servaient avec un égal talent grammatical. Il avait surtout cette question, immense et simple : pourquoi certains États transforment-ils l'énergie de leur population en prospérité tandis que d'autres la transforment en attente ? Je ne savais pas encore que cette question me poursuivrait jusque dans un livre, des décennies plus tard. Les questions importantes ont ceci de malpoli qu'elles refusent de partir lorsque la conversation est terminée.

CHAPITRE 4

L'Europe de l'Est, ou l'art de sortir d'un système

Je quittai le Congo pour étudier les sciences politiques en Europe de l'Est, et ce départ fit davantage que déplacer mon corps sur une carte. Il déplaça mon regard. À Brazzaville, j'avais observé un pays de l'intérieur, avec cette proximité qui donne beaucoup de détails et parfois trop peu de perspective ; en Europe, je découvrais le privilège étrange de comparer. Je regardais les institutions des autres et, presque malgré moi, je pensais aux nôtres. On ne quitte jamais vraiment son pays lorsqu'on voyage : on l'emporte avec soi comme un second passeport, invisible, qui se présente à chaque idée nouvelle et demande aussitôt : « Et chez nous ? »

La Roumanie des années qui suivaient la chute de Nicolae Ceaușescu offrait à un étudiant venu d'Afrique une leçon politique presque indécente par sa taille. Un système qui avait paru solide pouvait disparaître. Des statues pouvaient tomber. Des mots interdits

redevenaient prononçables. Des institutions se réorganisaient dans un mélange de volonté, de chaos, d'enthousiasme et d'intérêts beaucoup moins nobles. On aime raconter les transitions démocratiques comme des levers de soleil ; de près, elles ressemblent davantage à des déménagements. Il y a de la poussière, des objets cassés, des propriétaires qui se disputent, des voisins qui donnent des conseils et personne ne sait exactement où se trouve la boîte contenant les assiettes.

Pour moi, l'intérêt était immense. Je venais d'un continent où l'on expliquait souvent les problèmes politiques par l'histoire coloniale, les frontières héritées, les traditions, l'ethnicité, les interventions étrangères et les mauvaises décisions des élites. Tout cela pouvait être vrai, parfois simultanément. Mais l'Europe de l'Est montrait d'autres sociétés enfermées dans d'autres héritages, confrontées elles aussi à la reconstruction d'institutions, à l'économie, à la mémoire, au rapport entre liberté et ordre. Je compris qu'un système politique n'est jamais seulement le produit d'une culture. C'est aussi une architecture

d'incitations. Les hommes s'habituent aux couloirs qu'on leur donne. Changez les portes, les sanctions, les récompenses, les possibilités de recours, et les mêmes hommes peuvent se conduire autrement. L'âme nationale explique moins de choses qu'on ne le croit ; le règlement intérieur en explique parfois davantage.

Les sciences politiques me fournirent alors des noms pour des intuitions que j'avais accumulées à Brazzaville. État, légitimité, bureaucratie, séparation des pouvoirs, décentralisation, représentation, fédéralisme, politiques publiques : chaque concept avait quelque chose d'un outil qu'on vous remet après vous avoir laissé des années essayer d'enfoncer un clou avec une chaussure. Soudain, des réalités confuses devenaient comparables. On pouvait distinguer la personne de la fonction, le régime de l'État, le texte de l'application. La pensée politique est souvent l'art de séparer ce que le quotidien mélange.

Je n'idéalisais pas l'Europe. Il aurait fallu être aveugle pour ne pas voir ses propres hypocrisies, ses hiérarchies, ses difficultés et le désordre de certaines transitions. Mais je découvrais une chose décisive : aucun continent n'a le monopole de la compétence ou de l'incompétence. Les Européens eux-mêmes avaient détruit leurs pays, fabriqué des dictatures, organisé des guerres, ruiné des économies puis reconstruit des institutions. L'idée d'une Afrique condamnée par essence devenait donc intellectuellement paresseuse. Si des institutions sont des constructions humaines, elles peuvent être mal construites et reconstruites. Le fatalisme est une superstition qui se donne des airs de lucidité.

À mesure que j'apprenais, une ambition vague se formait. Je ne voulais pas seulement commenter le Congo depuis une table de café. Je voulais comprendre assez bien la machine pour un jour mettre les mains dedans. Cette phrase, rétrospectivement, est presque comique. Toutes les machines administratives sont conçues pour punir celui qui pense pouvoir les réparer à mains nues. Elles

possèdent des ressorts cachés, des pièces qui ne figurent sur aucun schéma et surtout des mécaniciens déjà installés qui vivent très bien du bruit. Mais à vingt ans, on a le privilège de croire que la logique suffit.

Je regardais les sociétés européennes et je pensais au Congo. Je lisais des théories et je pensais au Congo. Je rencontrais des étudiants venus d'ailleurs et je pensais encore au Congo. L'exil étudiant n'était pas un éloignement mais un miroir. Le pays natal devenait plus visible à mesure qu'il était plus loin. C'est l'un des paradoxes de la distance : elle efface les détails et révèle les formes. Depuis Brazzaville, je voyais des problèmes ; depuis l'Europe, je commençais à voir des structures.

Je ne savais pas encore que je reviendrais un jour dans une grande école française d'administration, que je travaillerais au coeur de la fonction publique congolaise, que je verrais l'État depuis ses bureaux puis depuis la rue, depuis une campagne électorale puis depuis l'exil. À ce moment-là, je possédais surtout une conviction, encore naïve : si le

problème était institutionnel, alors il devait exister quelque part une méthode institutionnelle pour le résoudre. Cette foi en la méthode me quitterait par morceaux. Heureusement, elle ne me quitta jamais tout à fait. Un homme sans illusions est rarement plus intelligent ; il est seulement plus pauvre en carburant.

CHAPITRE 5

À quoi sert un pays ?

Il existe des questions que l'on pose une fois et qui vous occupent ensuite toute une vie, comme certaines personnes que l'on rencontre cinq minutes et qui prennent vingt ans à oublier. « À quoi sert un pays ? » fut l'une des miennes. La réponse scolaire est assez simple : un territoire, une population, des institutions, la souveraineté, des frontières, une histoire commune. Tout cela est exact et presque inutile. C'est la fiche technique. Or personne ne tombe amoureux d'une automobile parce qu'on lui a lu son manuel d'entretien.

Un pays sert d'abord à rendre possible une vie qui serait plus difficile sans lui. Il organise la

sécurité, produit de la confiance, arbitre les conflits, protège les faibles contre la force privée, construit ce qu'aucun individu ne peut bâtir seul, prépare l'avenir sans exiger de chaque génération qu'elle recommence à zéro. C'est du moins la promesse. Un État qui ne remplit pas ces fonctions ressemble à un restaurant qui possède une magnifique enseigne, un directeur général, un service de communication et aucun repas. On peut y organiser des colloques sur la gastronomie pendant des années ; la faim, elle, conserve une conception très matérielle du bilan.

Je me mis à penser le développement non comme une pluie d'argent venue de l'extérieur mais comme une capacité collective. Pourquoi certains pays parviennent-ils à transformer l'impôt en route, l'école en compétence, la compétence en entreprise, l'entreprise en emploi, l'emploi en dignité, tandis que d'autres transforment chaque étape en nouvel embouteillage ? La richesse naturelle ne suffisait manifestement pas. Si les minerais faisaient les nations prospères, la géologie aurait remplacé l'économie politique depuis

longtemps. Or l'Afrique offrait le spectacle presque obscène de sous-sols riches sous des populations pauvres. La nature avait rempli la cave ; la maison restait mal chauffée.

Je devins obsédé par les mécanismes. Les discours moraux me semblaient trop commodes. Dire que les dirigeants sont corrompus peut être vrai, mais cela ne suffit pas. Pourquoi un système récompense-t-il la corruption ? Pourquoi la sanction est-elle improbable ? Pourquoi le citoyen lui-même en vient-il parfois à considérer le piston comme la seule réponse raisonnable à un système injuste ? La mauvaise institution produit des comportements qu'elle dénonce ensuite avec beaucoup de solennité. C'est une fabrique qui reproche à ses produits de sortir défectueux.

Je compris aussi que l'État africain avait parfois hérité d'une forme qui ne correspondait pas à sa réalité. Centralisation extrême, frontières administratives, bureaucraties conçues pour contrôler davantage que pour servir : l'indépendance avait changé le propriétaire officiel sans toujours transformer

l'architecture. On avait repeint la maison. Certains murs portaient encore les plans d'origine. Cette intuition me conduirait plus tard vers des idées fédéralistes, vers une critique du jacobinisme importé, vers la conviction que la diversité d'un pays doit être organisée plutôt que niée. Une nation n'est pas plus unifiée parce qu'on interdit à ses différences de parler ; elle devient simplement silencieuse, ce qui est une chose très différente.

Ces réflexions n'étaient pas encore un programme. Elles formaient un tempérament intellectuel. Je me méfiais des solutions qui exigeaient d'abord que les hommes deviennent meilleurs. Une bonne institution ne doit pas être dessinée pour des saints ; elle doit fonctionner avec des humains, ce matériau notoirement instable, vaniteux, généreux, lâche, héroïque, paresseux et capable de toutes ces qualités avant le déjeuner. Les constitutions qui supposent la vertu permanente sont des poèmes. C'est très beau, mais on ne construit pas un tribunal avec des alexandrins.

Je voulais donc entrer dans l'administration. Non par fascination pour les bureaux - personne de sain d'esprit ne devrait rêver d'un classeur à levier - mais parce que c'était là que le politique devenait concret. Le ministre annonce ; l'administration exécute ou n'exécute pas, ralentit, traduit, détourne, simplifie, complique, enterre, ressuscite. Entre la décision et la vie du citoyen s'étend un continent de notes, de signatures, de procédures, de responsables intermédiaires. C'est là que les grandes volontés se transforment souvent en petits résultats. Je voulais voir ce continent de l'intérieur.

Avec le recul, je reconnais dans cette ambition une part de présomption. Il faut être légèrement présomptueux pour croire qu'on peut améliorer l'État. Sans cela, on se contente très raisonnablement de déjeuner avec ceux qui le dirigent. Mais la présomption n'est pas toujours un défaut ; elle devient dangereuse lorsqu'elle cesse de rencontrer la réalité. La mienne allait être abondamment instruite.

Je rentrais vers le Congo avec des concepts, de l'énergie et cette conviction très jeune que comprendre une machine donne déjà le pouvoir de la réparer. L'administration allait m'apprendre la différence entre un schéma et un moteur en marche. La politique m'apprendrait ensuite la différence entre un moteur en marche et un véhicule dont plusieurs passagers se disputent le volant pendant que d'autres volent les roues. Quant à l'exil, il me réserverait une leçon plus simple encore : parfois, il faut d'abord sortir du véhicule vivant.

DEUXIÈME PARTIE

DANS LA MACHINE

CHAPITRE 6

Servir l'État

Quand on a longtemps réfléchi à l'État, la tentation finit par devenir irrésistible : on veut entrer dedans. On imagine une salle des machines, des leviers clairement étiquetés, des hommes compétents devant des cadrans et, quelque part, une grande poignée portant la mention « réforme » qu'il suffirait d'abaisser avec fermeté. Il faut reconnaître aux administrations leur sens de l'humour : elles laissent volontiers les jeunes diplômés conserver cette image jusqu'au premier lundi matin.

Je devins administrateur des services administratifs et financiers. Le titre était respectable, suffisamment long pour donner l'impression qu'il contenait déjà une carrière et assez obscur pour décourager les questions des profanes. Dans la fonction publique, le prestige tient parfois à la longueur de l'intitulé. Plus un

poste exige de syllabes pour être expliqué, plus il paraît important à celui qui l'occupe et mystérieux à celui qui attend devant son bureau. J'entrais pourtant avec une conviction simple : une administration n'est pas un décor du pouvoir, elle est l'outil par lequel le pouvoir devient service ou nuisance. La distinction se joue rarement dans les discours ; elle se joue à onze heures du matin, lorsqu'un dossier arrive devant quelqu'un qui peut le faire avancer ou le laisser dormir.

Je découvris la religion du parapheur. Le citoyen croit qu'un document existe parce qu'il l'a déposé. L'administration, elle, sait qu'un document n'existe vraiment qu'après avoir obtenu le bon numéro, rencontré le bon tampon, parcouru le bon couloir et reçu l'onction finale d'une signature lisible ou illisible selon la position hiérarchique de son auteur. Une feuille peut ainsi vivre une existence plus aventureuse qu'un être humain. Elle naît au courrier, passe par un service, disparaît trois jours, ressuscite dans une chemise bleue, monte à l'étage, redescend pour « complément d'information », revient,

vieillit, change de statut, obtient un cachet et finit parfois par produire une décision. Kafka aurait pu faire carrière dans beaucoup d'administrations ; on lui aurait seulement reproché son manque d'imagination.

Je ne veux pas caricaturer ceux avec qui je travaillais. J'ai connu des fonctionnaires sérieux, compétents, conscients de leur mission, capables de préserver une continuité que les ministres eux-mêmes sous-estiment. Un État tient souvent grâce à des gens dont personne ne connaît le nom et qui, précisément parce que personne ne les voit, peuvent travailler sans se demander quel journaliste les citera. Mais j'ai aussi rencontré l'inertie, l'habitude, la peur de décider, la fascination du grade, la confusion entre l'autorité et le privilège. L'administration est un miroir cruel : elle agrandit les qualités et les défauts d'une société. Là où la confiance est faible, on exige davantage de signatures. Là où la responsabilité est floue, chacun veut la preuve qu'un autre a décidé avant lui. Là où le pouvoir personnel domine, la procédure devient soit un bouclier, soit un rideau.

J'observais surtout le rapport entre la règle et la relation. Sur le papier, une procédure suit une logique. Dans la vie, elle rencontre des cousins, des camarades de promotion, des supérieurs, des recommandations, des urgences, des « cas particuliers » si nombreux qu'ils finissent par former une catégorie générale. Le problème n'était pas que les Congolais seraient moralement inférieurs à d'autres peuples ; cette explication paresseuse ne résiste à aucune comparaison sérieuse. Le problème était qu'un système où la règle n'est pas assurée transforme l'accès personnel en stratégie rationnelle. Si vous savez que le dossier d'un inconnu peut dormir six mois et celui d'un proche trois jours, vous ne devenez pas nécessairement plus vertueux en vous privant d'appeler quelqu'un. Vous devenez peut-être simplement le seul imbécile de la file d'attente. Une institution juste doit rendre la vertu praticable. Sinon elle fabrique des sermons pour pauvres et des raccourcis pour initiés.

Je compris alors que la réforme administrative ne consiste pas seulement à ajouter des textes. Les États faibles adorent parfois les textes avec

l'enthousiasme du malade qui collectionnerait les ordonnances sans avaler les médicaments. On rédige une nouvelle procédure, on crée une commission, on organise un séminaire, on imprime un manuel, puis la pratique ancienne revient tranquillement s'asseoir dans son fauteuil. Le papier a été modernisé ; le comportement a conservé ses chaussures.

Je n'étais pas cynique. J'avais au contraire l'ambition presque embarrassante de croire qu'on pouvait améliorer les choses. Mais cette ambition devenait plus précise. Je comprenais que l'État ne se réforme pas seulement depuis son sommet. Le sommet est visible ; c'est pourquoi il reçoit tous les discours. Le vrai changement passe par les milliers de gestes minuscules qui donnent ou retirent du pouvoir à un citoyen. Un formulaire plus clair, un délai respecté, une décision motivée, un recrutement transparent : cela semble moins héroïque qu'un grand discours de refondation nationale. Pourtant, la civilisation administrative se construit avec ces modesties. Les pyramides font de belles cartes postales ; les égouts sauvent davantage de vies.

C'est dans cet état d'esprit que mon parcours me ramena vers la France et vers l'École nationale d'administration. Un arrêté du 19 mai 2010 m'autorisa, en tant qu'administrateur des SAF de première classe, à suivre une formation à l'ENA de France. Une ligne administrative, encore une fois, résume mal ce qu'un déplacement représente. Je n'allais pas seulement suivre des cours. J'allais observer l'un des temples de la bureaucratie républicaine, ce lieu dont le nom lui-même faisait rêver certains, grincer des dents d'autres et impressionnait presque tout le monde. J'étais curieux de voir comment une grande puissance formait ceux qui seraient chargés d'organiser sa complexité. Je découvrirais surtout que même les temples ont des couloirs et que les dieux administratifs utilisent eux aussi des photocopieuses.

CHAPITRE 7

L'ENA, ou l'usine à fabriquer des gens qui savent où placer la virgule

Il y a des écoles qui vous apprennent un métier et d'autres qui vous apprennent une langue. L'ENA enseignait en partie la langue de l'État : une manière de lire un problème, d'en distinguer les niveaux, de hiérarchiser les urgences, de produire une note qui fasse entrer vingt pages de complexité dans deux pages supportables pour un décideur pressé. Cette compétence peut sembler modeste jusqu'au jour où l'on observe combien de catastrophes publiques naissent simplement de l'incapacité à distinguer l'essentiel de l'accessoire.

J'arrivais avec mon expérience congolaise, c'est-à-dire avec une comparaison permanente dans la tête. Chaque procédure française me faisait penser à son équivalent chez nous, ou à son absence. Chaque discussion sur la déconcentration, les collectivités, le contrôle, la carrière des fonctionnaires, la responsabilité administrative devenait pour moi un exercice de traduction. La France n'était pas un modèle

à copier comme on reproduit un patron de couture. Les institutions ne sont pas des meubles IKEA : on ne peut pas toujours emporter la boîte, suivre la notice et s'étonner ensuite que l'armoire soit bancal sur un autre sol. Mais il était possible d'observer des principes, des mécanismes, des gardes-fous, des erreurs aussi.

Le prestige de l'ENA était considérable, parfois comique vu de l'intérieur. Toute institution prestigieuse possède deux visages : celui que voient ceux qui rêvent d'y entrer et celui que voient ceux qui y cherchent une salle libre pour déjeuner. Je rencontrai des personnes brillantes, d'autres simplement très bien entraînées à produire les signes extérieurs de la brillance, et quelques-unes assez douées pour rendre impossible la distinction entre les deux. La haute administration a inventé une forme particulière d'élégance : savoir dire « il conviendrait de s'interroger sur l'opportunité de » lorsque n'importe quel être humain dirait « mauvaise idée ». Cette pudeur syntaxique permet de survivre longtemps au voisinage du pouvoir.

J'appris beaucoup. Pas seulement des cours, mais du rapport français à l'État. En France, on critique l'administration avec une ferveur qui laisse parfois croire qu'on voudrait l'abolir, puis on exige son intervention dès que le moindre train a six minutes de retard. Le Français entretient avec l'État une relation comparable à celle d'un vieux couple : il se plaint de sa présence et panique à l'idée de son absence. Au Congo, le problème était différent. On pouvait admirer l'autorité de l'État tout en ayant appris à contourner ses services. L'un et l'autre pays me montraient deux excès possibles : l'État que l'on considère responsable de tout et l'État dont on ne sait plus exactement ce qu'on peut raisonnablement attendre.

Je réfléchissais particulièrement au recrutement et à la carrière des agents publics. Qui entre ? Selon quelles règles ? Comment progresse-t-on ? Comment une administration s'assure-t-elle qu'une compétence survive au départ d'un ministre ? Ces questions paraissent techniques. Elles sont en réalité politiques au sens le plus noble. Un

régime peut proclamer l'égalité pendant cinquante ans ; si l'accès à la fonction publique dépend de relations personnelles, le citoyen reçoit chaque jour un cours pratique lui expliquant que l'égalité est un genre littéraire.

Je voyais aussi l'importance de la mémoire institutionnelle. Un ministre passe. Un directeur passe. Un gouvernement passe, du moins en principe. L'administration reste. Cette continuité peut protéger l'État contre les caprices du politique ; elle peut aussi protéger des habitudes contre toute réforme. Il faut donc une bureaucratie assez forte pour ne pas être servile et assez responsable pour ne pas devenir souveraine. C'est un équilibre subtil. Trop faible, elle devient la domesticité du pouvoir. Trop autonome, elle devient une aristocratie qui gouverne sans jamais affronter les électeurs. Entre le majordome et le cardinal de Richelieu, le fonctionnaire cherche parfois sa juste place.

Je me surprénais à imaginer ce que je pourrais appliquer chez nous. Je notais, comparais, discutais. L'enthousiasme du réformateur

ressemble à celui d'un homme qui visite une quincaillerie après avoir acheté une maison en ruine : chaque outil paraît soudain indispensable. Il veut tout prendre. Une scie, un marteau, une perceuse, un niveau à bulle, trois boîtes de vis, une machine dont il ignore l'usage mais dont le vendeur lui assure qu'elle « change la vie ». Puis il rentre et découvre que le vrai problème est la fondation. Les administrations aussi punissent les réformes d'outillage lorsqu'on oublie les fondations.

La France me donnait donc moins un modèle qu'une bibliothèque d'expériences. Certaines avaient réussi, d'autres produit leur propre lourdeur. Je voyais comment des règles impersonnelles pouvaient réduire la dépendance aux relations, comment des contrôles pouvaient limiter l'arbitraire, comment la décentralisation pouvait rapprocher la décision du terrain. Mais je voyais aussi les lenteurs, les corporatismes, les procédures devenues leur propre justification. La bureaucratie est comme le cholestérol : une certaine quantité est indispensable au

fonctionnement de l'organisme ; le problème commence lorsqu'elle bouche les artères.

Je quittai cette formation avec davantage de méthode et moins d'innocence. C'est, au fond, ce que l'on peut attendre d'une bonne école. Elle ne vous donne pas des certitudes ; elle améliore la qualité de vos doutes. Je rentrai au Congo avec une idée plus claire de ce que je voulais faire dans l'administration. Je n'imaginais pas encore que je me retrouverais bientôt placé au coeur même d'une question dont j'avais beaucoup parlé : le recrutement et la gestion des carrières. Le destin, quand il manque d'imagination, vous renvoie vos sujets d'examen sous forme de responsabilités réelles.

CHAPITRE 8

Le ministère et le grand ballet des carrières

En 2011, je devins conseiller chargé du recrutement et de la gestion des carrières auprès du ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, Guy Brice Parfait Kolélas. Je fus également nommé membre du Haut Comité de la fonction publique. Sur le papier, cela tenait en quelques lignes ; dans la vie, cela signifiait des journées pleines de dossiers, de conversations de couloir, d'urgences véritables et d'autres qui avaient seulement appris à crier plus fort. Une nomination administrative a quelque chose d'une pierre tombale inversée : elle grave solennellement le début d'une période dont elle ne dira jamais ni le désordre, ni les ambitions, ni la fatigue, ni les portes qu'il faudra pousser.

Le recrutement public est un endroit idéal pour observer une société sans maquillage. Tout y converge : le chômage, les études, les familles, les réseaux, les espoirs, les inégalités, les stratégies individuelles, les équilibres

politiques. Une place dans la fonction publique n'est pas seulement un poste. Dans un pays où l'emploi privé ne peut absorber toute la demande et où l'État reste un employeur majeur, elle peut devenir une sécurité, un statut, une ascension familiale, parfois la promesse que plusieurs proches mangeront mieux. Le dossier d'un candidat n'est donc jamais seulement un dossier. Il transporte une maison entière dans sa chemise cartonnée.

Il faut alors être capable de dire non. Cette aptitude, très peu enseignée dans les grandes écoles, est pourtant centrale dans la vie publique. Dire oui est agréable, rapide et produit des amis. Dire non exige une règle, une justification et parfois un goût prononcé pour la solitude. Le pouvoir administratif est une machine à fabriquer des demandes. Chaque demande vient avec une raison excellente. Un cousin compétent, un militant méritant, un enfant de la région, une urgence sociale, une dette morale, un « cas exceptionnel ». Si vous acceptez tous les cas exceptionnels, vous obtenez une règle générale qui porte le nom de favoritisme.

Je ne raconte pas ici un ministère peuplé de méchants d'un côté et de héros de l'autre. Cette distribution conviendrait à un conte pour enfants et à certaines campagnes électorales, qui sont des contes pour adultes écrits avec davantage de budget. La réalité était plus intéressante. Les mêmes personnes pouvaient défendre une procédure un jour et demander une faveur le lendemain. Nous sommes tous très attachés à l'impartialité lorsqu'elle avantage nos principes, un peu moins lorsqu'elle contrarie notre neveu. L'éthique publique commence à l'endroit précis où l'on accepte qu'une bonne règle produise parfois un mauvais résultat pour quelqu'un qu'on aime.

Je voyais combien une carrière administrative pouvait être abîmée par l'absence de prévisibilité. Le fonctionnaire a besoin de savoir que son travail, son ancienneté, sa compétence, ses concours ou ses évaluations compteront davantage que son talent pour apparaître sur la bonne photographie. Sans cela, il apprend vite la leçon inverse : pourquoi travailler mieux si la progression dépend d'autre chose ? Les institutions éduquent par

leurs récompenses. Un système qui promeut l'obéissance apprend l'obéissance ; un système qui promeut la compétence apprend la compétence. Les discours, eux, arrivent ensuite pour décorer le programme scolaire.

Le ministère avait ses rythmes. Réunions, notes, arbitrages, dossiers, urgences qui n'en étaient pas, détails techniques qui se révélaient cruciaux, décisions politiques qu'il fallait transformer en procédures. J'aimais cette zone où l'idée rencontrait le réel, même lorsqu'elle perdait. Il y avait quelque chose de profondément concret dans la gestion des carrières : derrière chaque décision, un homme ou une femme attendait. On pouvait parler des « ressources humaines », expression admirable qui transforme les êtres humains en gisement exploitable, mais il fallait se souvenir qu'ils avaient des vies, des enfants, des loyers, une fierté professionnelle.

Guy Brice Parfait Kolélas était à la fois ministre et figure politique. Travailler auprès de lui signifiait se tenir à un endroit où l'administration et la politique se touchaient

sans jamais se confondre complètement. Je voyais les contraintes du ministre, les attentes du parti, les exigences du gouvernement, les inerties des services. Un ministre peut vouloir réformer. Il découvre alors que son pouvoir est immense dans les journaux et très relatif devant certains mécanismes. Il peut signer une note ; il ne peut pas, par décret, transformer les habitudes de dix mille personnes. Le pouvoir adore les verbes à l'infinitif : moderniser, rationaliser, assainir, renforcer. L'administration, elle, conjugue au présent et demande qui fait quoi lundi matin.

Je devenais plus sévère envers les solutions faciles. Il était tentant d'accuser uniquement les dirigeants ; il était tout aussi tentant, dans certains discours officiels, d'accuser uniquement les citoyens, les agents, les mentalités. Les deux explications me paraissaient incomplètes. Un système est une conversation entre ceux qui dirigent et ceux qui s'adaptent. Les mauvaises règles créent de mauvaises habitudes ; les mauvaises habitudes finissent par défendre les mauvaises règles.

Réformer suppose de casser cette complicité involontaire.

Je n'étais pas naïf au point de croire que la compétence technique suffisait à gouverner. Mais j'étais assez naïf pour croire qu'elle devait au moins compter. Cette nuance me paraît encore raisonnable. Le technocrate qui pense que la politique est inutile est aussi dangereux que le politicien qui pense que la compétence est décorative. L'un rêve d'une société administrée comme un tableau Excel ; l'autre rêve d'un tableau Excel qui changerait les chiffres chaque fois qu'il prononce un discours. Entre les deux, les citoyens paient souvent l'abonnement.

Ce poste me donna une vision privilégiée de l'État congolais. Il me donna aussi des ennemis, des désaccords, des frustrations et une connaissance plus intime des mécanismes que je critiquerais plus tard. On ne sort jamais indemne d'un endroit où l'on a eu le pouvoir de dire oui ou non. Les gens se souviennent rarement du dossier que vous avez sauvé ; ils se souviennent très précisément de celui que vous

avez refusé. La gratitude possède une mémoire aimable, la rancune une mémoire d'archiviste.

CHAPITRE 9

Voir l'État de l'intérieur

Je commençais à comprendre que l'État est moins une pyramide qu'un organisme. On aime les organigrammes parce qu'ils sont propres. Ils placent le ministre en haut, les directions en dessous, les services encore en dessous, comme si l'autorité descendait verticalement avec l'obéissance d'une cascade. En réalité, le pouvoir circule de façon beaucoup plus capricieuse. Un chef de service peut bloquer ce qu'un directeur souhaite. Un agent qui connaît parfaitement la procédure peut posséder davantage de pouvoir pratique qu'un conseiller brillant qui l'ignore. Une secrétaire expérimentée sait parfois avant tout le monde ce qui sera décidé, simplement parce qu'elle voit qui entre dans quel bureau. L'organigramme décrit la géologie ; la politique interne décrit les nappes phréatiques.

Cette connaissance me rendait moins impressionnable par les titres. J'avais vu

suffisamment de fonctions prestigieuses occupées avec talent ou médiocrité pour comprendre que le grade n'était pas une propriété de l'intelligence. Il indique un emplacement. Rien de plus. Certains hommes grandissent leur fonction ; d'autres s'y cachent comme dans un costume trop large. Une République adulte devrait pouvoir distinguer le fauteuil de celui qui s'y assied. Les sociétés personnalisées font l'inverse : elles finissent par croire que le fauteuil appartient naturellement à la silhouette qui l'occupe.

Je voyais aussi les limites des réformes décrétées depuis le sommet. Une circulaire peut modifier une règle, pas une croyance. Or beaucoup de comportements administratifs reposent sur des croyances tacites : qu'il vaut mieux ne pas prendre de risque, qu'un supérieur préfère toujours une bonne nouvelle à une vérité dérangeante, qu'il faut conserver un dossier jusqu'à ce que quelqu'un de suffisamment important s'y intéresse, qu'une procédure peut être accélérée si une relation la porte. Ces croyances forment la constitution invisible d'une administration. Elles ne sont publiées

dans aucun Journal officiel et sont parfois plus puissantes que les textes.

J'en vins à considérer la confiance comme une infrastructure. On construit des routes parce qu'elles réduisent le coût du déplacement. La confiance réduit le coût de toutes les relations sociales. Quand je crois qu'un contrat sera respecté, qu'un tribunal statuera de manière prévisible, qu'un recrutement suivra une procédure, je dépense moins d'énergie à me protéger. Là où la confiance manque, chacun ajoute des garanties privées, des relations, des précautions, des petits arrangements. L'économie entière devient plus chère. La méfiance est un impôt qui ne figure dans aucun budget.

Ces idées me conduisaient vers une critique plus large du modèle centralisé. Le Congo, comme beaucoup d'États africains, avait hérité d'une architecture administrative fortement centralisée. La centralisation se justifie toujours par de nobles raisons : l'unité, l'efficacité, l'égalité, la nécessité de ne pas laisser les territoires diverger. Elle produit

pourtant un effet étrange lorsqu'elle va trop loin : elle éloigne tellement la décision de ceux qu'elle concerne qu'elle finit par administrer des abstractions. Un village devient une ligne. Une région devient un dossier. Le centre sait tout parce que les rapports remontent ; il comprend peu parce que la vie reste en bas.

Mon intérêt ancien pour le fédéralisme prenait ici une forme plus concrète. Je ne voyais pas la décentralisation comme une mode occidentale ni comme un cadeau fait aux identités régionales. Je la voyais comme une technique de responsabilité. Lorsque la décision est proche, on sait plus facilement qui l'a prise. Lorsque tout remonte au centre, l'échec devient orphelin. Le maire accuse le préfet, le préfet le ministère, le ministère les crédits, les crédits la conjoncture et la conjoncture peut difficilement être convoquée devant une commission d'enquête.

Je n'étais pas devenu hostile à l'État central. Au contraire, je voulais un État central assez fort pour faire respecter des règles communes et assez intelligent pour ne pas vouloir décider de

la couleur de chaque chaise dans chaque bureau du pays. La force d'un État se mesure parfois à ce qu'il accepte de ne pas contrôler. Le père qui choisit encore les chaussettes de son fils à trente ans n'est pas puissant ; il est inquiet.

Toutes ces réflexions auraient pu rester dans le domaine technique. Mais au Congo, la technique finit toujours par rencontrer la politique, et la politique n'aime pas qu'on la traite comme un problème d'ingénierie. Elle veut des fidélités, des symboles, des camps, des histoires. Je travaillais auprès d'un ministre qui appartenait à une formation politique avec son histoire et ses fractures. Moi-même, j'avais déjà écrit et pris position. Le fonctionnaire en moi croyait aux règles ; l'homme politique qui se formait croyait à la nécessité de les changer. Ces deux personnages allaient bientôt se parler de plus en plus fort.

CHAPITRE 10

Les fédéralistes

Mon engagement politique n'a pas commencé avec Jean-Marie Michel Mokoko ni avec l'élection de 2016. Cette version serait commode, dramatique et fausse. Dès les années 2000, je réfléchissais publiquement à la forme de l'État congolais et je participais à l'Initiative Fédéraliste, dont je fus porte-parole. Le mot « fédéraliste » possède dans beaucoup de pays centralisés une vertu remarquable : il permet d'effrayer quelqu'un avant même qu'il ait entendu votre proposition. On entend « fédération », certains traduisent immédiatement « séparation », puis ils dénoncent avec courage ce que vous n'avez pas dit.

Pour moi, la question partait d'un constat : le Congo ne pouvait pas éternellement prétendre que ses différences régionales, culturelles et historiques cesseraient d'exister à force de ne pas les nommer. Une unité réelle n'est pas l'absence de différences ; c'est la capacité à leur donner une maison commune. Les pays qui

confondent unité et uniformité ressemblent aux familles qui exigent que tous les enfants portent la même taille de chaussures pour prouver qu'ils s'aiment.

Je critiquais aussi bien le pouvoir que certaines oppositions. C'était une position inconfortable, donc probablement saine. La politique adore les simplifications morales : notre camp représente la démocratie, l'autre le mal ; nos erreurs sont des circonstances, les leurs des preuves de nature. Je n'ai jamais eu beaucoup de goût pour cette gymnastique. Un opposant n'est pas compétent parce qu'il s'oppose. Un gouvernement n'a pas raison parce qu'il gouverne. La vertu ne suit pas les couleurs des partis comme une mascotte.

L'Initiative Fédéraliste voulait poser la question de l'organisation du territoire, du partage du pouvoir, de la responsabilité locale. Derrière ces mots se trouvait une inquiétude plus profonde : comment empêcher qu'un État devienne l'instrument d'un groupe contre les autres ? Comment construire une loyauté nationale qui ne demande pas aux identités

locales de se suicider ? Comment faire en sorte que la ressource publique ne soit pas vécue comme un butin à conquérir au centre ? Le fédéralisme, à mes yeux, n'était pas une fragmentation ; c'était une tentative pour retirer au centre l'obligation impossible d'être tout pour tout le monde.

Évidemment, l'idée rencontrait des résistances. Le mot lui-même portait des fantasmes. On vous accusait parfois de vouloir diviser le pays, comme si le pays était déjà parfaitement uni et que le simple fait de constater une fissure suffisait à l'avoir créée. C'est un phénomène politique universel : celui qui signale la fumée est souvent accusé d'avoir mis le feu. Les États fragiles protègent volontiers leurs mythes avec davantage d'énergie que leurs infrastructures.

Je n'imaginai pas que le fédéralisme résoudrait tout. Aucun arrangement constitutionnel ne transforme automatiquement les hommes. Un gouverneur local peut être aussi corrompu qu'un ministre central, seulement plus près de chez vous. Mais la proximité facilite au moins le contrôle et la sanction. Le citoyen peut

identifier plus clairement la responsabilité. Surtout, la décentralisation peut permettre l'expérimentation : une région essaie, réussit ou échoue, les autres apprennent. L'uniformité administrative, elle, possède un talent particulier pour répandre la même erreur partout en même temps.

Ces textes et prises de position furent une première école politique. Écrire publiquement sur son pays est très différent d'en parler avec des amis. La phrase imprimée ne peut pas être reprise après le déjeuner. Elle circule sans vous, rencontre des gens que vous ne connaissez pas, se fait résumer par des adversaires qui possèdent parfois un génie créatif supérieur au vôtre. Je découvris la joie particulière de lire une opinion qu'on m'attribuait et que je trouvais moi-même tellement stupide que j'aurais aimé connaître son véritable auteur.

Mais j'appris surtout que la politique n'est pas un débat universitaire. Les idées ont des propriétaires supposés, des conséquences, des ennemis, des alliances. Une proposition institutionnelle peut être jugée non sur ce

qu'elle fait mais sur celui qui la formule, le moment, la région dont il vient, les ambitions qu'on lui prête. L'argument entre dans l'arène vêtu de son texte et en ressort chargé de toutes les biographies de ceux qui l'ont touché.

Je continuais pourtant. Je croyais à la nécessité de dire que le Congo devait repenser sa structure, sa gouvernance, la relation entre le centre et les territoires. Je n'avais pas encore de grande audience. C'était presque un avantage : on peut être plus libre lorsqu'on n'a pas encore beaucoup de gens à décevoir. La notoriété, même modeste, est une dette contractée auprès d'inconnus qui exigent ensuite que vous restiez exactement celui qu'ils ont décidé que vous étiez.

CHAPITRE II

Brazza, les morts et le métier de se souvenir

En 2008, je pris position sur le mémorial consacré à Pierre Savorgnan de Brazza. Le sujet pouvait sembler patrimonial. Il ne l'était pas. Les monuments sont des programmes politiques en pierre. Ils indiquent qui mérite d'être placé au centre de la place, qui entre dans le récit national et qui demeure dans les marges. Un pays qui choisit ses statues choisit aussi les questions qu'il préfère ne pas se poser.

Pierre Savorgnan de Brazza appartient à l'histoire de la ville qui porte son nom. Nier ce fait serait absurde. Mais une histoire nationale ne peut pas se réduire au regard du visiteur européen, même lorsque ce visiteur a joué un rôle majeur. Je défendais l'idée d'un mémorial plus large de Brazzaville, capable de raconter les Congolais eux-mêmes, leurs figures, leurs luttes, leurs contributions. Ce n'était pas effacer Brazza ; c'était cesser de lui demander d'occuper seul toute la photographie.

La question de la mémoire coloniale est un piège où chacun arrive avec son marteau. Les

uns veulent tout juger à l'aune d'aujourd'hui, les autres excuser tout au nom d'hier. Entre les deux, l'histoire essaie péniblement de rester une discipline. Je ne voulais pas remplacer un roman par un autre. Je voulais que nous sortions de cette étrange posture où l'Afrique se contemple souvent dans le miroir que d'autres ont installé. Un peuple adulte doit pouvoir regarder son passé sans demander la permission ni à ses anciens colonisateurs ni à ses nouveaux idéologues.

Je voyais dans ce débat un prolongement de mes préoccupations institutionnelles. La mémoire n'est pas seulement une affaire de musée ; elle façonne la légitimité. Qui sommes-nous ? D'où vient l'État ? Quelles violences reconnaissons-nous ? Quels héros choisissons-nous ? Quels échecs sommes-nous capables de nommer ? Une nation qui ment sur son passé ne devient pas plus unie ; elle apprend simplement à ment ensemble, ce qui peut donner une impression temporaire de cohésion.

Le mémorial m'intéressait aussi pour une raison plus intime : Brazzaville n'était pas un concept. C'était ma ville. La ville de Diata, de mes premières traversées, des nuits, des amis, de cette avenue qui avait séparé deux mondes dans ma tête d'adolescent. Voir l'histoire de Brazzaville racontée uniquement par le prisme d'un explorateur européen me paraissait trop étroit. La ville avait continué à vivre après son baptême. Des générations y avaient aimé, travaillé, comploté, souffert, gouverné, dansé. Il fallait rendre la mémoire à cette foule.

Je ne savais pas encore combien la bataille des récits deviendrait centrale dans ma propre vie. Des années plus tard, on raconterait sur moi des histoires que je jugerais fausses, d'autres exactes, d'autres encore suffisamment mélangées pour être invincibles. J'apprendrais qu'un individu rencontre le même problème qu'un pays : s'il ne raconte pas sa propre histoire, quelqu'un d'autre s'en chargera, souvent avec une imagination généreuse et une documentation économique.

Cette affaire du mémorial me confirma une conviction : la politique ne se joue pas seulement dans les budgets, les élections et les nominations. Elle se joue dans les symboles. Le problème commence lorsque les symboles remplacent tout le reste. Un gouvernement peut inaugurer un monument plus facilement qu'il ne réforme une administration. Une opposition peut dénoncer une statue plus facilement qu'elle ne propose un système fiscal. La pierre offre une vertu rare : elle ne répond pas. Les vivants sont plus compliqués.

Je continuais donc à circuler entre plusieurs mondes : fonctionnaire, réformateur, auteur de textes politiques, homme attaché à des idées qui ne correspondaient pas toujours aux lignes les plus confortables. Cette multiplicité allait bientôt devenir difficile à maintenir. L'administration exige une discipline de rôle. La politique exige une discipline de camp. J'avais encore la naïveté de croire qu'on pouvait être loyal sans être docile, critique sans être ennemi, engagé sans devenir prisonnier d'une étiquette. Je n'ai pas complètement renoncé à cette idée, mais j'ai appris qu'elle coûte cher.

TROISIÈME PARTIE

POLITIQUE : LE LABYRINTHE

CHAPITRE 12

Refonder le parti

On entre souvent dans un parti politique pour changer le pays et l'on découvre assez vite qu'il faut d'abord changer le parti. Cette découverte possède la cruauté d'une mise en abyme : vous vouliez réparer une maison et quelqu'un vous apprend que la boîte à outils est elle-même en panne. Le MCDDI, le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral, portait une histoire lourde, des fidélités anciennes, des blessures et le nom de Bernard Kolélas. Pour beaucoup de militants, ce nom n'était pas un détail biographique ; il appartenait presque au mobilier affectif du mouvement.

J'y étais cadre, et je n'y étais pas silencieux. Après les mauvais résultats électoraux de 2012, je publiai une lettre ouverte intitulée « Refonder le MCDDI ». Le titre disait déjà l'essentiel : je ne proposais pas de changer la

couleur du rideau. Je pensais que le parti s'affaiblissait parce qu'il ne regardait pas ses propres responsabilités. Les organisations politiques ont une tendance naturelle à expliquer leurs défaites par l'adversaire, la fraude, la malchance, la presse, la météo, la perfidie de leurs anciens alliés et, lorsque tout le reste échoue, par l'ingratitude mystérieuse du peuple. L'introspection arrive généralement en dernier, ce qui est également vrai des individus mais coûte moins cher lorsqu'il ne s'agit que d'un individu.

J'appelais donc à sortir de cette culture de la victimisation. C'était une position risquée dans un parti qui avait, lui aussi, une histoire de persécutions, de conflits et de sacrifices. Dire à quelqu'un qui a réellement subi l'injustice qu'il doit aussi examiner ses erreurs demande une précision de chirurgien. Sans cela, la phrase ressemble à une insulte. Mais une organisation qui fait de sa souffrance passée une dispense permanente d'autocritique finit par transformer sa mémoire en anesthésiant.

Je reprochais au MCDDI de perdre sa vitalité intellectuelle, sa capacité à produire des idées et à faire vivre ses structures. Je demandais que les militants puissent réellement peser, que les règles internes retrouvent une place, que le congrès cesse d'être un événement théorique. Je m'inquiétais du clientélisme, du fonctionnement personnel, de la faiblesse du débat. Je n'écris pas cela aujourd'hui pour rejuger les hommes avec l'avantage confortable du temps. Je rappelle ce que je disais alors. L'autobiographie n'est honnête que si elle accepte de rencontrer les versions antérieures de soi-même, y compris celles dont le vocabulaire, avec les années, vous paraît parfois plus martial que nécessaire.

Un parti politique est une étrange société humaine. Il prétend organiser le désaccord national mais supporte souvent très mal le désaccord intérieur. L'adversaire extérieur a au moins la politesse d'être officiellement adversaire. Le camarade qui conteste la ligne vous oblige à décider s'il est encore camarade, ce qui consomme beaucoup plus d'énergie. Les congrès, motions, bureaux exécutifs et

commissions ont été inventés pour civiliser cette difficulté. Lorsque ces mécanismes cessent de fonctionner, la fraternité militante se transforme rapidement en procès de famille.

Je voyais dans la crise du MCDDI un problème institutionnel miniature. Ce que je reprochais à l'État - personnalisation, faiblesse de la procédure, confusion entre l'homme et la fonction - pouvait surgir au sein d'un parti qui prétendait précisément défendre une autre pratique. Cela m'agaçait profondément. Rien n'est plus irritant que de découvrir chez ses alliés les défauts que l'on dénonçait avec éloquence chez les autres. La cohérence est une vertu magnifique jusqu'au moment où elle commence à vous coûter des amis.

L'année 2012 fut donc une période de tensions. Je signai, rédigeai, discutai, contestai. Les noms, les réunions, les alliances internes n'intéressent souvent que les historiens spécialisés, mais l'expérience me transforma. Je compris que la démocratie n'est pas seulement une règle pour choisir un président. C'est une culture du désaccord, et cette culture se mesure

d'abord lorsque le désaccord vous vise personnellement. Beaucoup d'hommes aiment le pluralisme comme on aime la pluie depuis sa fenêtre : tant qu'elle tombe chez les autres.

Je voulais que le parti se réforme. D'autres voyaient dans cette agitation une tentative de déstabilisation, une lutte de personnes, une ambition. Ils n'avaient pas nécessairement tort de voir aussi des personnes et des ambitions. Toute réforme politique se déroule avec des humains ; prétendre qu'elle serait chimiquement pure relève de la publicité. Mais je savais ce qui m'animait : je ne voulais pas d'un mouvement qui dénonçât au sommet de l'État ce qu'il reproduirait dans ses propres bureaux. La démocratie qui s'arrête à la porte du parti est une enseigne lumineuse posée sur une pièce obscure.

CHAPITRE 13

Guy Brice Parfait Kolélas

La politique a ses cruautés particulières. L'une d'elles consiste à transformer en adversaire celui dont on a été le collaborateur. Guy Brice Parfait Kolélas avait été mon ministre. J'avais travaillé auprès de lui à la Fonction publique. J'avais connu l'homme dans le cadre administratif, ses responsabilités, ses contraintes, le mouvement politique auquel il appartenait et les attentes qui l'entouraient. Puis nous nous retrouvâmes de part et d'autre d'une crise interne au MCDDI.

Il est facile, après coup, de réorganiser l'histoire pour rendre la rupture inévitable. On sélectionne les mauvais souvenirs, on souligne les signes annonciateurs, on construit une autoroute rétrospective entre la première divergence et l'affrontement final. La vie réelle emprunte plutôt des chemins de terre. On s'entend sur un dossier, on se dispute sur un autre, on continue malgré tout, on accumule des réserves, on pense qu'une discussion réglera la situation, puis un jour on s'aperçoit que les

deux camps racontent déjà l'histoire avec des pronoms différents : « nous » et « eux ».

En janvier 2013, dans une interview, je fus très dur à son égard. Je l'accusai de vouloir exercer un pouvoir personnel sur le parti, de contourner ses règles, de refuser le congrès que nous réclamions. J'allai plus loin encore dans la critique de son fonctionnement et de son aptitude à diriger le MCDDI. Je ne vais pas, treize ans plus tard, recopier ici chaque formule comme si elle était une vérité gravée dans le marbre. Elles appartiennent à une bataille politique précise. Elles disent ce que je pensais ou ce que je voulais faire entendre à ce moment-là. Une autobiographie n'a pas pour mission de convertir toute colère ancienne en jurisprudence éternelle.

Ce qui demeure intéressant, c'est le mécanisme. J'avais travaillé dans l'administration avec un homme dont je contestais maintenant la direction politique. Cette proximité rendait la rupture plus vive. L'adversaire lointain peut être caricaturé ; l'ancien collaborateur, lui, possède un visage,

une voix, des habitudes. On sait ce qu'il mange en réunion, comment il réagit lorsqu'il est contrarié, à quel moment il consulte ses proches. La politique devient alors plus douloureuse parce qu'elle cesse d'être abstraite.

Je défendais l'idée d'un congrès et d'un retour aux règles internes. Les soutiens de Guy Brice Parfait Kolélas avaient leur propre lecture de la crise, leurs propres arguments, leur propre légitimité. Pour eux, notre contestation pouvait apparaître comme une tentative de prise de contrôle ou de fragmentation. C'est l'une des difficultés honnêtes de la mémoire politique : chacun peut décrire avec exactitude une partie du réel et produire, avec ces exactitudes partielles, deux récits incompatibles.

Je pensais pourtant que nous touchions une question essentielle : un nom prestigieux donne-t-il un droit particulier sur une organisation ? Quelle place doit avoir la filiation dans un parti créé autour d'une figure fondatrice ? Le problème n'était pas propre au Congo. Les dynasties politiques existent

partout, parfois par choix des électeurs, parfois par inertie des appareils, parfois parce que le nom agit comme une marque. Mais un mouvement démocratique doit pouvoir distinguer l'héritage d'une personne et la propriété d'une institution. Un parti n'est pas un appartement à transmettre avec les meubles.

Ces affrontements m'apprirent également la violence de la parole politique. On croit parler d'idées ; on touche aux identités. Critiquer la direction d'un parti, c'est parfois être entendu comme si l'on critiquait ses morts, ses sacrifices, son histoire. De mon côté, je pouvais confondre la vigueur de la formule avec la force de l'argument. J'aimais déjà les phrases qui piquent. C'est un défaut d'écrivain qui devient dangereux lorsqu'il rencontre la politique : une métaphore réussie peut faire davantage de dégâts qu'un raisonnement médiocre, précisément parce que tout le monde la retient.

Je ne regrette pas d'avoir défendu la nécessité des règles. Je sais en revanche que les conflits

politiques simplifient les êtres. Ils obligent à choisir des positions qui deviennent ensuite des portraits. Celui qui s'oppose à vous sur une procédure devient « autoritaire » ; celui qui demande de temporiser devient « complice » ; celui qui change d'avis devient « traître ». À la fin, chacun possède un mot commode pour ne plus avoir à comprendre l'autre. Les partis devraient installer à leur entrée un vestiaire pour les adjectifs.

CHAPITRE 14

Les guerres entre amis

La crise prit une forme ouverte à la fin de 2012. Il y eut des réunions, des contestations, des textes, des militants qui s'alignaient, d'autres qui hésitaient, des accusations de part et d'autre. Nous affirmions défendre les statuts, la base et le congrès. L'autre camp affirmait défendre la continuité et la légitimité de sa direction. Le MCDDI se dédoublait presque sous nos yeux. Rien n'est plus étrange qu'un parti qui se dispute son propre nom : chacun continue à dire « nous » tout en désignant les autres comme s'ils étaient entrés par effraction.

Je fus l'un des acteurs de cette crise. Cela compte parce que la mémoire aime parfois transformer l'acteur en observateur. Avec l'âge, on se raconte volontiers qu'on a surtout « assisté » aux événements. C'est plus confortable. J'ai pris position, écrit des textes, soutenu une contestation, prononcé des paroles dures. Je me suis trompé sur certaines choses, j'ai probablement eu raison sur d'autres. J'ai surtout découvert que toute bataille institutionnelle finit par devenir affective lorsque les institutions sont faibles.

Nous parlions de textes, de procédures, de congrès. En dessous circulaient les blessures, les ambitions, les fidélités. Il y avait ceux qui se souvenaient de Bernard Kolélas, ceux qui pensaient protéger son héritage, ceux qui voulaient renouveler le mouvement, ceux qui craignaient de le voir disparaître, ceux qui regardaient déjà les prochaines échéances électorales. Chaque argument possédait son sous-sol. La politique est un immeuble dont le rez-de-chaussée est accessible aux journalistes ; les vraies canalisations passent dans les caves.

Je me souviens surtout du sentiment d'absurdité qui accompagne les querelles entre personnes ayant, en théorie, des adversaires communs. Nous étions capables de consacrer une énergie immense à nous combattre alors que nous prétendions vouloir transformer le pays. C'est un phénomène politique universel et une source inépuisable d'humour, sauf lorsqu'on se trouve dedans. Deux hommes qui souhaitent déplacer la même montagne peuvent se haïr pendant dix ans parce qu'ils ne sont pas d'accord sur la couleur des pelles.

Dans une interview de janvier 2013, je racontai notre soulèvement interne comme la réponse à ce que nous considérions alors comme une dérive personnelle de la direction. J'évoquai notre volonté d'aller, s'il le fallait, sur le terrain juridique. Ce vocabulaire montre à quel point le conflit avait quitté le domaine de la simple discussion. Nous ne nous disputions plus autour d'une table ; nous disputions la table elle-même.

Quelques mois plus tard, le rapport de force trancha de fait. Le pouvoir reconnut la

direction de Guy Brice Parfait Kolélas. Notre courant cessa d'utiliser les symboles du MCDDI et s'organisa autrement. Je raconte ici la logique générale ; les détails, les personnes, les conversations mériteraient à eux seuls un petit traité de sociologie des séparations politiques. Or je tiens à épargner au lecteur une encyclopédie de réunions où des hommes très sérieux passèrent beaucoup de temps à décider qui avait le droit d'imprimer quel logo.

Ce conflit eut pourtant une conséquence profonde. Il me rendit méfiant envers l'idée que le changement politique viendrait naturellement de l'opposition. L'opposition est nécessaire dans une démocratie. Elle n'est pas, par nature, meilleure. Elle peut reproduire la personnalisation, le culte du chef, l'absence de procédure, la fermeture intellectuelle qu'elle reproche au pouvoir. Le statut d'opposant n'est pas une décoration morale. C'est une position dans le système politique.

Cette découverte était désagréable mais libératrice. Elle m'obligeait à penser au-delà des camps. Je ne voulais pas remplacer un

homme par un autre et appeler cela une révolution institutionnelle. Je voulais des mécanismes qui résistent aussi à nos propres défauts. C'est une exigence plus difficile, parce qu'elle vous interdit de croire que votre camp sera éternellement vertueux. Une bonne constitution est écrite par quelqu'un qui imagine que son pire adversaire pourrait un jour l'appliquer.

CHAPITRE 15

« Appelé à d'autres fonctions »

L'administration possède une langue merveilleuse pour dissimuler les tremblements de terre. En 2013, des textes mirent fin à mes fonctions de conseiller technique chargé du recrutement et de la gestion des carrières, avec cette formule d'une politesse funéraire : « appelé à d'autres fonctions ». J'ai toujours aimé cette expression. Elle a la délicatesse d'un maître d'hôtel qui vous indique la sortie en affirmant que le salon voisin a besoin de vous.

Dans la vie publique, une nomination et un départ donnent lieu à toutes les interprétations. Promotion, sanction,

réorganisation, conflit, simple mouvement administratif : les commentateurs disposent d'un jeu complet et choisissent la carte qui confirme le mieux leur théorie. La réalité, elle, est souvent un mélange moins élégant. Il y a les rapports personnels, les événements politiques, la dynamique d'un ministère, les recompositions. Je venais de traverser une crise majeure dans le parti du ministre auprès duquel j'avais travaillé. Il aurait été naïf de croire que les mondes administratif et politique pouvaient continuer à s'ignorer comme deux voisins qui auraient cessé de se dire bonjour.

Quitter une fonction permet de mesurer la quantité de pouvoir qui appartenait réellement à l'homme et celle qui appartenait au bureau. Le téléphone sonne moins. Certaines personnes qui trouvaient chaque semaine un motif urgent pour vous saluer découvrent soudain la valeur de la discrétion. D'autres, au contraire, continuent de vous appeler et gagnent immédiatement une place particulière dans votre estime. La perte d'une fonction est un excellent instrument de tri.

Elle ne possède malheureusement pas de bouton « annuler ».

Je n'étais pas ruiné pour autant. J'avais mes compétences, mes idées, mon expérience. Mais quelque chose s'achevait. L'administration avait été pour moi une école immense. J'y avais vu la logique et les contournements, les fonctionnaires dévoués et les petits empires, les réformes bien intentionnées, les lignes budgétaires, les ambitions. J'avais appris qu'un État est trop important pour être résumé par ceux qui le dirigent et trop fragile pour être abandonné à ceux qui veulent seulement y faire carrière.

La politique occupait désormais davantage d'espace. Non parce que j'avais cessé de croire à l'administration, mais parce que je comprenais qu'on ne peut pas réformer durablement les instruments sans toucher à la manière dont le pouvoir les utilise. Les fonctionnaires travaillent dans une architecture produite par des choix politiques. Les meilleurs agents du monde ne peuvent pas compenser indéfiniment une structure qui les récompense

mal, les protège mal ou leur demande de servir des objectifs contradictoires.

Je continuais donc à écrire, à observer, à m'engager. Il y avait en moi une tension que je ne résolvais pas : je me méfiais de la politique partisane tout en sachant qu'elle restait le lieu où se prennent les décisions qui structurent l'État. On peut mépriser le jeu, mais les règles continueront à être écrites par ceux qui acceptent d'y entrer. La pureté du spectateur possède un défaut : elle ne vote jamais les budgets.

Je n'avais encore aucune idée de la violence avec laquelle cette tension allait se résoudre en 2016. Un général allait entrer dans le paysage politique et, avec lui, une campagne présidentielle où mes questions théoriques sur l'État, la légitimité et l'alternance cesseraient brutalement d'être des sujets de tribune. Les idées ont l'élégance de la distance. De près, elles portent parfois des menottes.

CHAPITRE 16

Le général

Jean-Marie Michel Mokoko avait un profil qui, dans le Congo politique, ne pouvait laisser indifférent. Général, ancien chef d'état-major, figure connue de l'appareil d'État, il appartenait à cette catégorie d'hommes dont l'entrée dans une campagne électorale modifie immédiatement la température de la pièce. La politique congolaise avait ses opposants habituels, ses partis, ses figures installées. Mokoko arrivait avec autre chose : une biographie d'État, une connaissance de l'institution militaire et l'image d'un homme issu du système qui décidait de se présenter contre celui qui le dirigeait.

Je ne veux pas reconstituer artificiellement une première rencontre dont les détails doivent être ceux de ma mémoire réelle, pas ceux d'un romancier trop empressé. Ce qui m'intéressa chez lui, dans la période qui conduisit à la présidentielle de 2016, fut la possibilité d'une rupture crédible dans un paysage que beaucoup de Congolais jugeaient verrouillé. Cela ne

signifiait pas qu'il était un héros parfait ni que son passé cessait d'exister au moment où il devenait candidat. La politique adulte commence lorsque l'on accepte qu'un homme puisse être à la fois porteur d'une possibilité et chargé de contradictions.

Denis Sassou-Nguesso dominait la vie politique congolaise depuis des décennies, avec l'interruption des années 1990 et son retour au pouvoir en 1997. Le débat autour de la Constitution et de la possibilité d'une nouvelle candidature avait déjà tendu le pays. Dans ce contexte, l'annonce de Mokoko ne ressemblait pas à une candidature administrative de plus. Elle créait un déplacement. Un homme qui avait connu l'appareil d'État de très près se mettait à contester le chef de l'État dans les urnes.

Pour moi, l'enjeu dépassait une personnalité. Après des années à écrire sur les institutions, je pouvais participer à une tentative d'alternance par la voie électorale. Il est facile d'expliquer aujourd'hui que les risques étaient évidents. Les risques sont toujours évidents

rétrospectivement, comme les virages sur une carte une fois l'accident survenu. Sur le moment, on voit aussi la possibilité d'agir. Celui qui ne fait rien bénéficie d'une sécurité intellectuelle remarquable : aucune de ses décisions ne peut mal tourner.

Mokoko cristallisait des espoirs, mais aussi des critiques. Certains lui reprochaient son passé dans l'appareil d'État. D'autres doutaient de sa capacité à transformer un système dont il avait été un acteur. Ses soutiens répondaient précisément que cette connaissance pouvait devenir une force. Je n'avais aucune envie de fabriquer une légende propre. Les candidats providentiels sont une vieille maladie politique ; ils promettent de guérir la personnalisation en demandant qu'on leur fasse personnellement confiance. Ce qui m'intéressait était une dynamique : pouvait-on créer une coalition suffisamment large, organiser une campagne, protéger le vote, faire entrer l'alternance dans le domaine du possible ?

La campagne approchait. Les discussions s'accéléraient. Les équipes se constituaient. Une campagne présidentielle est une petite République créée dans l'urgence : elle possède ses finances, sa logistique, sa communication, sa sécurité, ses diplomates, ses rivalités internes, ses optimistes professionnels et ses prophètes de catastrophe. Elle dure quelques semaines mais produit des inimitiés capables de vivre vingt ans.

Je m'y engageai. Ce choix allait donner à ma vie une nouvelle chronologie : avant 2016 et après 2016. On ne sait jamais, lorsqu'on accepte une responsabilité, si l'on vient de signer une page de curriculum vitae ou un mandat d'arrêt imaginaire que l'avenir se chargera peut-être de matérialiser. Ce jour-là, je voyais surtout la campagne. L'Histoire, elle, avait déjà commencé à faire ses bagages.

CHAPITRE 17

La campagne

Le 24 février 2016, l'équipe de campagne de Jean-Marie Michel Mokoko fut officiellement constituée. Mon nom figurait parmi les membres. Dans les semaines suivantes, j'exerçai des responsabilités nationales dans cette campagne et je fus publiquement présenté comme directeur de campagne. La nuance des intitulés intéressera les archivistes ; la réalité, elle, était beaucoup moins subtile : nous étions dans la bataille.

Une campagne électorale est une entreprise montée par des gens qui ne disposent pas du temps nécessaire pour monter une entreprise. Tout est urgent, tout manque, tout coûte, et chaque personne qui entre dans la pièce affirme connaître trois mille électeurs décisifs dans une circonscription dont personne n'avait entendu parler le matin. Il faut organiser les déplacements, la communication, les relais locaux, les observateurs, les finances, les véhicules, les affiches, les réunions. Il faut aussi

gérer cette ressource plus rare que l'argent : l'attention du candidat.

Dans un contexte politique tendu, la logistique possède une dimension de sécurité. Qui sait où se trouve l'équipe ? Qui connaît le prochain déplacement ? Quels téléphones utilise-t-on ? Quelles informations peut-on partager ? Une démocratie apaisée transforme la campagne en compétition de programmes, d'images et de slogans. Dans une démocratie fragile ou contestée, chaque geste prend une valeur supplémentaire. La réunion peut être surveillée, le déplacement empêché, la rumeur instrumentalisée. L'opposition soupçonne le pouvoir ; le pouvoir soupçonne l'opposition ; les militants soupçonnent parfois leurs propres collègues. La méfiance devient une seconde monnaie de campagne.

L'argent était évidemment présent. Il l'est dans toutes les campagnes, y compris celles qui prétendent être menées uniquement par la force des idées, ce qui constitue une belle idée exigeant elle-même de payer l'impression des affiches. Qui finance ? Qui conserve ? Qui

dépense ? Qui justifie ? Chaque campagne sérieuse doit répondre à ces questions. Dans les années qui suivraient, une accusation particulière viendrait se greffer à mon nom et à l'argent de cette période. J'y reviendrai sans détour. Mais à ce moment-là, nous pensions d'abord à faire fonctionner la machine.

Les équipes se formaient autour de Mokoko. Il y avait des compétences, des ego, des militants de longue date, des nouveaux venus, des personnes qui voyaient dans sa candidature une chance historique, d'autres qui y voyaient peut-être une occasion personnelle. Il n'existe pas d'organisation humaine qui sélectionne exclusivement les âmes pures, surtout lorsqu'elle grandit vite. Une campagne présidentielle attire l'engagement, l'ambition, la conviction, la carrière, le courage et l'opportunisme ; parfois dans six personnes différentes, parfois dans la même.

Nous savions que l'élection du 20 mars serait le point de vérité. Nous avions nos stratégies de collecte des résultats, nos inquiétudes sur le déroulement du scrutin, nos discussions avec

les autres forces de l'opposition. Dans les jours précédant le vote, le pays avait cette tension particulière des périodes où tout le monde sait que quelque chose va se décider sans savoir exactement ce qui arrivera après la décision.

Je repensais parfois à mes années d'administration. Là-bas, nous parlions de procédures comme de garanties abstraites. Ici, je voyais combien elles étaient concrètes. Une liste électorale, un procès-verbal, l'accès des représentants aux bureaux, la transmission des résultats : ces détails techniques deviennent soudain le squelette de la légitimité nationale. Une démocratie tient à de grandes idées et à de très petits papiers.

Je ne romantise pas notre camp. Nous avions aussi nos insuffisances. Les campagnes improvisent, commettent des erreurs, surestiment certains soutiens, sous-estiment certaines difficultés. Mais l'énergie était réelle. Le sentiment qu'une alternance pouvait être possible donnait aux journées une intensité particulière. Les gens venaient, proposaient, appelaient. Les informations circulaient plus

vite que nous ne pouvions les vérifier. Chaque rumeur avait une carrière complète en vingt minutes.

Le 20 mars approchait. Je ne savais pas que les jours suivants me conduiraient de la direction d'une campagne à la clandestinité. Je ne savais pas que le téléphone deviendrait un objet à craindre, que des collaborateurs seraient arrêtés, que je quitterais finalement le pays. Nous préparions un scrutin ; nous allions entrer dans une séquence où le scrutin ne serait plus qu'un commencement.

QUATRIÈME PARTIE

LES VINGT JOURS QUI CHANGENT UNE VIE

CHAPITRE 18

Faire campagne dans un pays qui coupe le téléphone

Une campagne présidentielle ordinaire repose sur une idée assez simple : parler aux électeurs. La nôtre allait découvrir une innovation institutionnelle plus audacieuse : organiser une élection en coupant les moyens de communication. Quelques jours avant le scrutin, les autorités annoncèrent que les télécommunications seraient interrompues pendant quarante-huit heures, officiellement pour des raisons de sécurité et afin d'empêcher la publication de résultats considérés comme illégaux. Internet, SMS, téléphone : le Congo devait voter dans un silence technologique que l'on aurait pu prendre pour une retraite spirituelle si tant de pouvoir n'avait pas dépendu de ce silence.

Pour une opposition qui voulait organiser un comptage parallèle à partir des procès-verbaux des bureaux de vote, la coupure n'était pas un détail. Elle s'attaquait au nerf même de notre dispositif. Nous avons besoin que les informations remontent. Un résultat local, seul, n'est qu'un chiffre. Dix, cent, mille résultats assemblés deviennent un rapport de forces. Coupez les fils et vous transformez un réseau national en archipel. Chaque bureau voit son morceau du réel, personne ne voit l'ensemble. Il existe des façons très sophistiquées de contrôler l'information ; parfois il suffit d'appuyer sur un interrupteur.

Je me souviens de cette absurdité concrète : nous vivions en 2016, époque où l'on pouvait transmettre une photographie à l'autre bout de la planète en quelques secondes, mais nous étions contraints de penser comme des conspirateurs du XIXe siècle. Qui peut se déplacer ? Qui peut porter les chiffres ? Qui a encore une ligne ? Quels moyens alternatifs ? La technologie avait promis d'abolir la distance ; la politique venait de la rétablir par décret. Une infrastructure moderne reste un

miracle fragile lorsqu'un pouvoir possède la clef du compteur.

La circulation automobile elle-même était fortement restreinte le jour du vote, sauf autorisations. Brazzaville prit des airs de ville arrêtée. Le silence d'une capitale n'est jamais réellement silencieux : on entend davantage les pas, les groupes devant les bureaux, les moteurs rares, les voix qui s'élèvent parce qu'elles ne sont plus couvertes par le trafic. Les jours d'élection, chaque détail devient symbole. Une porte qui ouvre tard, un agent absent, un bulletin, une lampe torche, un groupe de policiers : tout est immédiatement absorbé par la grande machine de l'interprétation.

Dans notre équipe, la tension montait. La campagne avait été l'époque du mouvement ; l'élection imposait l'attente. C'est une torture particulière pour ceux qui ont travaillé des semaines à faire quelque chose. Soudain, il n'y a plus de meeting à organiser, plus de slogan à corriger, plus de véhicule à trouver. Il faut regarder d'autres personnes voter et espérer que

le dispositif tient. Le militant actif devient spectateur du geste qu'il a essayé de provoquer.

Je pensais aux fonctionnaires que j'avais connus, aux règles, aux procédures. Tout ce que l'on avait tendance à traiter comme de la technique devenait sacré. Le procès-verbal, objet banal, prenait une dignité presque religieuse. Le registre, la signature, le comptage, la présence des délégués : la démocratie ne descendait pas du ciel sous forme de grands principes ; elle tenait sur du papier. Cela devrait rendre les juristes plus populaires. Malheureusement, ils continuent généralement à parler trop longtemps.

La coupure des communications avait un autre effet : elle multipliait la rumeur. Quand l'information officielle circule mal et que l'information indépendante ne circule presque plus, le vide se remplit. Un homme vous dit que tel candidat est très en avance dans tel quartier. Un autre affirme qu'il s'est passé ceci ailleurs. Personne ne peut vérifier rapidement. La rumeur n'est pas seulement un mensonge ;

c'est une industrie qui prospère sur l'absence de marché légal de l'information.

Nous voulions croire aux chiffres qui nous arrivaient par fragments. Nous avions nos propres remontées, nos témoins, nos convictions. Le pouvoir disposait de sa machine institutionnelle. Entre les deux, le pays entier devenait une addition dont chaque camp prétendait posséder les vrais nombres. Lorsque la confiance est détruite avant le scrutin, aucun total n'est seulement un total. Il devient une déclaration politique.

J'étais pourtant encore dans l'action. Les jours suivants allaient m'apprendre qu'une campagne électorale peut se terminer brutalement sans que la politique, elle, ne s'arrête. Les téléphones reviendraient. Les conséquences resteraient.

CHAPITRE 19

Le 20 mars

Le jour d'une élection, tout le monde regarde la même date et ne vit pourtant pas la même journée. Pour certains électeurs, le 20 mars 2016 était une promenade jusqu'au bureau de vote, une attente, un bulletin, un doigt taché, puis le retour à la maison. Pour les candidats et leurs équipes, c'était un gigantesque organisme composé de milliers de lieux où quelque chose pouvait bien ou mal se passer. On ne vote pas seulement dans un pays ; on vote simultanément dans des milliers de petites salles qui doivent toutes obéir à la même promesse.

Le matin, Brazzaville avait cette lumière que prennent les villes lorsqu'elles savent qu'on les regarde. Même privée de communications, elle n'était pas isolée. Des journalistes étrangers étaient présents, des observateurs, des diplomates. On savait que le monde suivait, ce qui n'empêche jamais les événements de suivre leur propre logique. Les régimes politiques ont depuis longtemps appris que le regard

international possède une portée morale et une batterie limitée.

Les électeurs se présentèrent. Dans certains lieux, les opérations furent calmes ; dans d'autres, les retards ou les tensions nourrirent immédiatement la suspicion. Les autorités avaient justifié les restrictions par la sécurité. L'opposition y voyait un obstacle à la transparence. Cette divergence ne pouvait pas être résolue par une simple discussion, parce qu'elle touchait au problème central : la confiance n'existait plus suffisamment pour que la même mesure ait le même sens pour tout le monde.

Je suivais ce que je pouvais suivre. L'absence de téléphone ordinaire transforme chaque information en objet précieux. Celui qui arrive avec un chiffre devient momentanément ambassadeur d'un territoire. On l'interroge, on lui demande de répéter, on compare avec d'autres données. Le cerveau cherche des tendances à partir d'échantillons trop petits.

On a envie de conclure. L'espoir est un statisticien déplorable : il voit une série de trois

bons chiffres et annonce déjà une révolution nationale.

Dans certains bureaux, les dépouillements se firent à la lumière de lampes ou de téléphones. Cette image m'est restée pour ce qu'elle avait de presque théâtral : des citoyens comptant des bulletins dans une pénombre physique et politique. La démocratie est souvent représentée par des palais, des drapeaux, des grandes salles. Ce soir-là, elle ressemblait davantage à quelques personnes penchées sur une table avec une torche. C'était moins majestueux et beaucoup plus vrai.

Notre camp était convaincu que le scrutin ne se déroulait pas dans des conditions normales et que les chiffres officiels à venir ne refléteraient pas correctement ce que nous observions. Il faut dire les choses avec précision : c'était notre conviction, notre lecture, appuyée selon nous sur des remontées de terrain et des procès-verbaux ; ce n'est pas à moi, dans ces pages, de la transformer par magie rétrospective en jugement de tribunal international. Je raconte ce que je croyais alors,

la colère qui montait, le sentiment que l'élection nous échappait non dans les urnes mais dans la manière dont les résultats seraient compilés.

Le pouvoir, de son côté, présentait le scrutin comme régulier et appelait à respecter les voies légales de contestation. La logique institutionnelle était nette : la commission électorale et les organes compétents devaient annoncer les résultats ; l'opposition devait recourir aux procédures prévues. Sur le papier, c'est le fonctionnement attendu d'un État. Mais les institutions ne vivent pas sur le papier. Elles vivent de la confiance qu'on leur accorde. Lorsque les perdants pensent que l'arbitre appartient à l'équipe adverse, leur dire de déposer une réclamation auprès de l'arbitre possède une efficacité limitée.

Je regardais la journée se refermer avec un mélange d'épuisement et de tension. Nous n'avions pas le sentiment d'avoir perdu. Nous n'avions pas non plus les moyens de montrer immédiatement l'ensemble de ce que nous pensions avoir recueilli. La coupure avait

fragmenté le pays, et chaque camp remplissait le silence avec ses propres certitudes.

Une élection se termine normalement lorsque les résultats tombent. La nôtre commença véritablement à cet instant.

CHAPITRE 20

La nuit des chiffres

Les jours qui suivirent furent dominés par une matière à la fois froide et inflammable : les chiffres. On pourrait croire qu'un nombre calme les passions. C'est l'inverse lorsqu'il décide du pouvoir. Dix, quinze, soixante pour cent ne sont plus des quantités ; ils deviennent des accusations, des espoirs, des preuves supposées. Une décimale peut soulever davantage de colère qu'un discours de deux heures, ce qui constitue peut-être le seul domaine où les mathématiques sont réellement populaires.

Des résultats partiels furent annoncés. Le président sortant Denis Sassou-Nguesso apparaissait nettement en tête. Les résultats officiels définitifs lui attribuèrent 60,19 % des

suffrages. Guy Brice Parfait Kolélas obtint 15,04 % et Jean-Marie Michel Mokoko 13,74 %. Notre camp contesta ces chiffres. D'autres candidats de l'opposition les contestèrent également. Les autorités répondaient que les procédures légales existaient pour traiter les contentieux. Deux réalités politiques s'installaient ainsi dans le même pays, chacune munie de chiffres, de déclarations et d'une certitude suffisante pour considérer l'autre comme suspecte.

Les communications demeurèrent très perturbées au-delà des quarante-huit heures initialement annoncées. Les téléphones revinrent par morceaux, Internet plus lentement. Ce retard renforça encore les soupçons de l'opposition. Les autorités avaient invoqué la sécurité nationale et la prévention de publications illégales de résultats. Les organisations de défense de la presse et plusieurs observateurs critiquèrent le black-out, estimant qu'il avait nui à la transparence.

À ce stade, la bataille électorale devenait aussi une bataille sur la signification même des faits.

Dans notre équipe, nous parlions de procès-verbaux, de remontées, de ce que nous pouvions établir, de ce que nous ne pouvions plus vérifier. Les jours qui suivent une élection contestée ressemblent à une opération de sauvetage après une tempête : chacun arrive avec une pièce du bateau et affirme qu'elle prouve la direction du naufrage. Il faut reconstruire l'ensemble alors que l'événement continue déjà à produire de nouveaux événements.

La peur s'ajoutait à la colère. Des collaborateurs de l'opposition furent inquiétés ou arrêtés. Les noms circulaient. Chaque arrestation modifiait les comportements des autres. On cesse d'aller à certains endroits. On change de téléphone. On dort ailleurs. On évite de transmettre une information inutile. La répression, réelle ou redoutée, possède une efficacité qui dépasse largement le nombre de personnes arrêtées : elle oblige tous les autres à imaginer qu'ils pourraient être les prochains.

Je ne veux pas, en racontant cette période, transformer chaque inquiétude en preuve d'un plan parfaitement organisé. La peur elle-même produit des erreurs d'interprétation. Une voiture garée trop longtemps devient surveillance. Un appel silencieux devient écoute. Un inconnu devient agent. Certains soupçons sont justes, d'autres non. Mais lorsqu'un environnement politique est déjà tendu et que des arrestations ont effectivement lieu, la frontière entre prudence et paranoïa disparaît. Ce n'est plus une ligne ; c'est du brouillard.

Je voyais aussi l'échec de notre rêve administratif : obtenir une vérité incontestable par les procédures. Les documents existent, mais il faut des institutions acceptées pour les lire. Le droit existe, mais il faut des juges et des recours auxquels les parties croient. La technique électorale ne peut pas réparer à elle seule une crise de légitimité. On peut produire le meilleur formulaire du monde ; s'il n'existe plus d'accord sur celui qui doit l'authentifier, le papier redevient du papier.

À mesure que les jours passaient, notre campagne cessait d'être une organisation électorale. Elle devenait une communauté sous pression. Certains se préoccupaient des recours. D'autres de la sécurité. D'autres encore de ce qui allait arriver au candidat. Le futur s'était brutalement rétréci. Avant le vote, nous parlions du Congo dans cinq ans. Après, nous parlions parfois de la soirée.

Je commençai à me cacher davantage. Ce verbe entra dans ma vie sans cérémonie. On ne reçoit pas de carte officielle de clandestin. On ne vous remet pas un manuel. Vous comprenez simplement que votre présence habituelle dans vos lieux habituels est devenue une mauvaise idée. Le monde familial se rétrécit ; les portes ont un autre poids. Vous apprenez à mesurer la sécurité avec des gestes ridicules : regarder deux fois par la fenêtre, hésiter avant d'allumer un téléphone, demander qui sait où vous êtes.

La politique, qui pendant des années avait été pour moi un ensemble d'idées, de textes, de partis, de programmes et de procédures, retrouvait sa forme primitive : qui peut arrêter

qui ? C'est une question brutale, presque obscène, mais elle se cache derrière beaucoup de constitutions. La civilisation politique consiste précisément à faire en sorte que la réponse soit encadrée par le droit. Quand on doute de cet encadrement, tout le reste devient soudain moins théorique.

CHAPITRE 21

Je suis en cavale

Le 2 avril 2016, un texte circula sous un titre qui résumait ma situation avec une efficacité que je n'aurais pas choisie pour une carte de visite : « Je suis en cavale, traqué, filé, menacé. » J'étais présenté comme directeur de campagne du général Mokoko. Je signalais que plusieurs collaborateurs avaient été arrêtés et j'appelais les démocrates à relayer notre cri. Je précisais que je me cachais et posais la seule question qui comptait alors : pour combien de temps ?

Avec le recul, la phrase possède presque une théâtralité excessive. Mais il faut se méfier du recul : c'est un balcon où l'on juge très confortablement les gens qui courent dans la

rue. À ce moment-là, je ne disposais pas de la sérénité historique que confèrent dix années et un fauteuil. Des hommes proches de notre campagne étaient détenus. Le climat politique s'était durci. Je ne savais pas quelle décision avait été prise à mon sujet, si une décision avait même été prise, ni à quel moment elle pouvait se transformer en visite.

Se cacher est une école de modestie. Vous découvrez que le monde continue sans vous avec une indifférence scandaleuse. Les marchés ouvrent. Les enfants vont quelque part. Des gens rient. Quelqu'un se plaint du prix d'un produit. La ville ne suspend pas ses activités parce que vous avez le sentiment d'être au centre d'un drame politique. C'est vexant et rassurant. Les régimes comme leurs opposants surestiment parfois la place de la politique dans la vie des gens. La plupart veulent surtout pouvoir travailler, circuler, nourrir leurs enfants et dormir sans que les ambitions des puissants traversent leur salon.

Je changeais mes habitudes. Les personnes qui m'aidaient prenaient elles-mêmes un risque,

réel ou supposé, et cette pensée pesait davantage que ma propre situation. Le clandestin ne voyage jamais seul ; il transporte avec lui la vulnérabilité de ceux qui lui ouvrent une porte. Chaque repas devient une dette. Chaque nuit passée quelque part implique quelqu'un d'autre dans votre histoire. L'hospitalité cesse d'être une vertu abstraite. Elle devient un acte politique involontaire.

Le téléphone était mon lien avec le dehors et une menace. J'avais besoin de savoir ce qui arrivait aux autres, de transmettre, d'alerter. Mais la technologie qui connecte est aussi celle qui localise, enregistre, conserve. Je le manipulais avec cette méfiance particulière que l'on réserve aux amis trop bavards. Un appareil éteint rassure et isole ; un appareil allumé informe et expose. La liberté moderne tient parfois à une batterie que l'on choisit de ne pas recharger.

Je pensais à Mokoko. Le général se trouvait sous une pression croissante. Sa résidence serait bientôt entourée, sa liberté de mouvement réduite, puis il serait arrêté en juin. Nous ne

savions pas encore jusqu'où cette séquence irait. Je pensais aux autres collaborateurs, à ceux qui étaient détenus, à ceux qui avaient disparu de nos circuits habituels. Une campagne politique crée des liens rapides parce que l'urgence fait croire qu'on se connaît depuis longtemps. La répression, elle, révèle brutalement la profondeur ou la superficialité de ces liens.

Je pensais aussi à ma famille, aux proches, aux personnes qui n'avaient rien demandé et se retrouvaient aspirées par les conséquences d'un engagement. C'est l'une des hypocrisies héroïques de la politique : on célèbre le courage individuel en oubliant que son prix est souvent payé collectivement. Celui qui prend un risque possède au moins la dignité de l'avoir choisi. Ceux qui l'aiment héritent du risque sans avoir signé le formulaire.

Dans cette période, le temps se déforma. Une heure pouvait sembler longue lorsqu'on attendait une nouvelle ; une journée disparaissait dans les conversations et les précautions. Je dormais mal, mais la fatigue elle-même finissait par devenir une routine. Le

corps est un fonctionnaire consciencieux : il proteste, rédige plusieurs notes, puis s'adapte à presque tout lorsque sa hiérarchie, c'est-à-dire la nécessité, refuse de modifier la décision.

Je mesurais ce que représentait la perte soudaine de la vie normale. Quelques semaines plus tôt, je participais à des réunions politiques où l'on discutait de l'avenir national. Désormais, l'avenir national pouvait attendre ; je devais décider où passer la nuit. Voilà comment les grandes idées rencontrent la matière. Le mot « liberté » cesse d'être abstrait lorsqu'on se demande si l'on peut sortir acheter du pain.

Et pourtant, une part de moi continuait à raisonner. Peut-être est-ce une déformation professionnelle. Même dans la peur, j'observais le système : comment un État traite-t-il ceux qu'il considère comme une menace ? Quelles procédures sont utilisées ? Où s'arrête le droit et où commence la force ? La vie me fournissait un séminaire que je n'avais pas demandé, sans pause déjeuner et avec un examen dont l'échec

pouvait avoir des conséquences plus importantes qu'une mauvaise note.

Le récit public de cette période me fixa dans une image : Hervé Mahicka, directeur de campagne, en cavale. Une image est utile parce qu'elle tient dans un titre. Une vie, malheureusement, déborde. Il y avait la peur, oui, mais aussi l'absurde, les attentes, les conversations chuchotées, les petites plaisanteries que l'on fait précisément parce que tout devient trop sérieux. L'humour est souvent le dernier territoire que le pouvoir ne peut pas confisquer. On rit parfois pour la raison la plus simple du monde : l'alternative serait de donner trop d'importance à ceux qui vous effraient.

Je savais qu'il faudrait sortir de cette situation. Je ne savais pas encore comment, ni quand, ni ce que je laisserais derrière moi. Mais une chose devenait claire : le Congo où je pouvais circuler en fonctionnaire, en militant, en conseiller ou en écrivain n'était plus exactement disponible pour moi. Le pays natal est un lieu étrange : on peut le perdre sans qu'il bouge d'un centimètre.

CHAPITRE 22

La caisse

Il existe des accusations qui vous arrivent au moment des faits et d'autres qui patientent dix ans avant de se présenter, comme si elles avaient raté leur correspondance. En janvier 2026, à propos d'une de mes prises de position, un adversaire écrivit que j'avais quitté le Congo après l'échec de Mokoko « en emportant la caisse ». La formule est admirablement compacte : six mots, un homme, de l'argent, une fuite, et voilà déjà un roman. L'argent possède ce talent rare de rendre tout le monde imaginatif, surtout ceux qui n'en tenaient pas la comptabilité.

Je pourrais balayer cette phrase d'un démenti superbe, drapé dans la dignité offensée, ce manteau que les hommes publics portent volontiers quand une question devient désagréable. Je pourrais aussi entreprendre la grande cérémonie des explications, remonter les journées, les dépenses, les responsabilités, les décisions prises dans la confusion d'une campagne qui venait de basculer dans autre

chose qu'une campagne. Je ne ferai ni l'un ni l'autre ici. Toutes les vérités ne gagnent pas à être déposées au milieu de la place publique comme un meuble dont chacun viendrait mesurer les pieds.

Une campagne présidentielle coûte de l'argent ; ce n'est ni un scandale ni une découverte. Il faut se déplacer, imprimer, téléphoner, loger parfois, organiser, réparer, improviser, nourrir une équipe qui découvre soudain que la démocratie a aussi besoin d'essence. Les finances d'une campagne ont leur géographie, leurs circuits, leurs responsables, leurs urgences et parfois leurs zones de brouillard. En 2016, nous avons surtout le sentiment de manquer de temps. Or le temps est le seul trésor qu'une caisse, aussi généreuse soit-elle, ne parvient jamais à renflouer.

Alors, cette caisse ? Je sais ce que certains voudraient lire : une réponse nette, placée entre deux points, afin de pouvoir la découper proprement et la faire circuler. Oui. Non. Coupable. Innocent. La vie politique adore les cases parce qu'elles épargnent l'effort de

comprendre les couloirs. Je connais, moi, les couloirs de cette période, les portes qui s'ouvraient et celles qui se fermaient, les décisions prises dans l'urgence et les choses qu'on ne raconte pas à des inconnus dix ans plus tard simplement parce qu'ils les demandent avec insistance.

Est-ce que je suis parti avec de l'argent ? Je pourrais répondre, bien sûr. Le français offre pour cela deux mots très pratiques, oui et non, qui ont en outre l'avantage de tenir sur une ligne. Mais une réponse n'est pas toujours une vérité entière, et je n'ai jamais compris pourquoi l'autobiographie devrait être une perquisition volontaire. Il y a ce que l'on raconte parce que cela éclaire une vie ; il y a ce que l'on tait parce que le silence protège encore des personnes, des circonstances ou simplement une part de soi que l'on n'a aucune envie de livrer au tribunal permanent de la curiosité.

Que mon silence nourrisse les soupçons ne m'échappe pas. Je connais assez la politique pour savoir qu'une porte entrouverte attire

davantage de monde qu'une porte fermée. Ceux qui sont convaincus que je suis parti avec la caisse y verront peut-être un demi-aveu ; ceux qui me croient incapable d'une telle chose y verront une coquetterie littéraire. Je ne corrigerai ni les uns ni les autres. Les réputations ont cette particularité délicieuse : elles continuent à travailler même lorsque leur propriétaire a quitté le bureau.

Je dirai seulement ceci : l'année 2016 n'a pas été une suite de scènes propres, rangées selon les catégories morales que l'on applique après coup. C'était un moment de tension, de peur, de décisions rapides, de loyautés mises à l'épreuve et de calculs dont certains n'avaient rien de théorique. Quand un monde se défait autour de vous, on ne vit pas avec la netteté d'un procès-verbal rédigé dix ans plus tard. On choisit, on protège, on part, on laisse, on emporte. Ces verbes ont plus d'une signification, et je les laisserai cette fois conserver toutes les leurs.

La politique congolaise, comme beaucoup d'autres, raffole des récits cachés. Derrière une

décision, on cherche un parrain ; derrière un déplacement, un arrangement ; derrière un silence, une dette ; derrière une valise, naturellement, de l'argent. Cette imagination ne vient pas de nulle part : nous avons tous appris que la scène visible n'était pas toujours toute la pièce. Mais le goût du secret peut devenir une drogue intellectuelle. À force de croire que tout s'explique par ce qui n'est pas dit, on finit par ne plus écouter ce qui l'est.

Je vais donc laisser cette histoire exactement à l'endroit où elle devient intéressante : au bord de ce que je ne souhaite pas raconter. On me reprochera peut-être cette élégance un peu suspecte ; j'accepte le reproche avec une sérénité presque administrative. Certaines vérités coûtent plus cher à révéler qu'à conserver, et le prix n'est pas toujours payé par celui qui parle. Mon livre raconte ma vie ; il ne donne pas les clefs de toutes ses pièces. Ceux qui voudront faire de cette porte fermée une preuve sont libres de s'amuser. Je leur laisse même le couloir.

Et si l'on me demande pourquoi consacrer plusieurs pages à six mots apparus dix ans après les faits, la réponse est simple : parce que ces six mots ont survécu. Je pouvais les ignorer, les nier avec majesté ou les laisser entrer dans ce livre sans leur donner le dernier mot. J'ai choisi cette troisième solution, qui est sans doute la plus agaçante : je sais ce qui s'est passé, je sais ce que je pourrais raconter, et je m'arrêterai là.

CHAPITRE 23

Sortir du Congo

Je quittai le Congo. Cette phrase a l'air simple parce qu'elle contient un seul verbe. Dans une vie, elle peut en contenir cinquante : décider, hésiter, prévenir, cacher, préparer, abandonner, traverser, regarder derrière soi, craindre, espérer, mentir parfois sur sa destination, protéger ceux qui restent, imaginer le retour et comprendre, quelque part en chemin, qu'on ne sait plus à quelle date le prévoir.

Je ne fabriquerai pas les détails de mon départ que ma mémoire n'a pas conservés avec assez

de netteté. Le trajet exact, les personnes qui m'aidèrent, ce que j'emportai, ce que je laissai, le moment précis où je sus que j'étais hors de danger : je préfère laisser certaines zones dans leur pénombre plutôt que d'y installer un poste-frontière imaginaire pour le seul plaisir d'une belle scène. Il existe une responsabilité particulière lorsqu'on raconte une fuite politique. Les détails peuvent concerner des gens encore vivants, des familles, des solidarités dont on n'a pas le droit de transformer le courage en décor.

Ce que je peux raconter sans fabriquer, c'est la nature d'un départ contraint. On ne ferme pas une porte comme pour des vacances. Les objets prennent soudain une valeur absurde. Que faut-il emporter lorsque l'on ne sait pas combien de temps on part ? Les papiers sont essentiels ; les souvenirs sont trop lourds. On découvre que l'existence matérielle d'un homme est une mauvaise valise : elle contient beaucoup de choses dont on croyait ne pas pouvoir se passer et que l'urgence élimine en cinq minutes.

Il y a aussi le regard sur la ville. Brazzaville n'était pas seulement la capitale où la crise politique se jouait. C'était Diata, l'avenue de mes quinze ans, les amis, les bureaux où j'avais travaillé, les restaurants, les habitudes, les endroits où quelqu'un pouvait me reconnaître. L'exil commence avant la frontière, au moment où votre propre ville devient un terrain que vous ne pouvez plus parcourir librement. Lorsque je quittai effectivement le pays, une partie de la séparation avait déjà eu lieu.

Je pensais que je reviendrais. Tous les exilés le pensent, au moins au début, même lorsqu'ils affirment le contraire. Le retour est une petite pièce que l'on garde dans la poche pour ne pas reconnaître qu'on a tout perdu. On se dit : quelques semaines, quelques mois, le temps que la situation se calme, que les tensions tombent, que la politique retrouve des formes normales. Le cerveau humain possède une étonnante capacité à transformer l'inconnu en calendrier approximatif. Cela évite la panique.

Partir après une campagne électorale contestée créait un sentiment contradictoire. D'un côté, la survie et la prudence rendaient le départ raisonnable. De l'autre, partir ressemblait à abandonner ceux qui restaient, notamment le candidat autour duquel nous nous étions engagés. L'exilé porte souvent cette culpabilité, même lorsque son départ est compréhensible. Celui qui est dehors peut parler, alerter, travailler, reconstruire. Celui qui est dedans paie parfois le prix le plus lourd. Les avantages de la sécurité ont un arrière-goût lorsqu'on pense aux cellules.

Je quittais aussi une identité sociale. Au Congo, mon nom avait une histoire : fonction publique, MCDDI, textes, campagne de Mokoko. À l'étranger, surtout au début, une biographie se résume vite à quelques lignes. L'exil est un puissant compresseur de curriculum vitae. Vous avez été conseiller, cadre, militant, directeur de campagne ; au guichet, vous êtes surtout l'homme qui doit présenter le bon document. Il y a là une humiliation saine. Le monde extérieur ne

respecte pas spontanément la hiérarchie dans laquelle vous aviez appris à respirer.

Paris devint mon point de chute. J'y avais déjà étudié ; je ne la découvrais pas. Mais une ville connue change totalement lorsqu'on y arrive sans date de retour. L'étudiant habite provisoirement ailleurs. L'exilé commence par comprendre que l'ailleurs risque de devenir le domicile. La différence ne se mesure pas en kilomètres mais en futur.

Je regardais le Congo depuis la distance, avec cette sensation étrange d'être à la fois libéré de la peur immédiate et plus dépendant que jamais des nouvelles. Chaque message comptait. Chaque arrestation, chaque déclaration, chaque évolution autour de Mokoko me ramenait mentalement à Brazzaville. Le corps s'était déplacé ; l'attention refusait de suivre.

Je pensais souvent à une vérité simple : personne ne choisit librement un exil politique de la même manière qu'il choisit une destination touristique. Même lorsque le départ sauve, il ampute. On peut réussir

ailleurs, publier des livres, travailler, avoir une vie pleine. Le manque ne disparaît pas ; il apprend seulement à se tenir correctement à table.

CHAPITRE 24

Le général derrière les barreaux

Jean-Marie Michel Mokoko fut d'abord placé sous une forme d'assignation de fait, sa résidence entourée et sa liberté sévèrement restreinte. Le 14 juin 2016, il fut arrêté. En 2018, il fut condamné à vingt ans de prison pour « atteinte à la sécurité intérieure de l'État » et « détention illégale d'armes et de munitions de guerre ». Le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire contesta ensuite sa détention et demanda sa libération ; les autorités congolaises, elles, défendirent les poursuites et la compétence de la justice nationale. Pour moi, au-delà de cette bataille juridique et politique, une réalité s'imposait : l'homme dont j'avais dirigé la campagne était derrière les barreaux et moi j'étais à Paris.

Il existe des images qui deviennent des reproches sans que personne ne les formule. Une cellule en est une. L'exilé qui boit un café dans une ville sûre pense à celui qui ne peut pas sortir de sa chambre. Il sait rationnellement que sa propre arrestation n'aurait peut-être aidé personne. La raison est impeccable ; la culpabilité n'est pas impressionnée. Les sentiments sont de mauvais constitutionnalistes. Ils refusent la séparation des pouvoirs.

Je me demandais souvent ce que nous aurions pu faire autrement. Une campagne perdue ou interrompue produit des experts rétrospectifs à une vitesse remarquable. Tout le monde savait après coup quelle alliance il aurait fallu conclure, quel message employer, quelle stratégie adopter, quelle prudence avoir. L'échec donne du génie à ceux qui n'étaient pas responsables de la décision. Je me livrais moi-même à cet exercice, mais avec une différence : certaines décisions avaient été les miennes. On peut se mentir à un dîner ; il est plus difficile de le faire seul à trois heures du matin.

Avions-nous surestimé la possibilité d'une alternance électorale ? Sous-estimé la capacité de résistance du système ? Avions-nous mal organisé certains aspects ? Aurions-nous dû mieux coordonner l'opposition, mieux sécuriser la collecte des résultats, anticiper la coupure des communications ? Toutes ces questions avaient une réponse possible et aucune réponse ne changeait le présent. La réflexion politique est nécessaire ; elle devient torture lorsqu'elle se transforme en machine à refaire le passé.

Je refusais toutefois la conclusion facile selon laquelle il aurait été inutile d'essayer. Cet argument me paraît toujours dangereux. Si l'échec prouvait rétrospectivement que l'action était absurde, aucune première victoire historique n'aurait jamais été tentée. Mais l'inverse est vrai aussi : le courage n'excuse pas l'impréparation. Une opposition qui se contente d'être moralement juste et stratégiquement naïve finit par offrir à ses adversaires une vertu gratuite et un pouvoir durable.

Mokoko devint, aux yeux de ses soutiens, un prisonnier politique. Plusieurs organisations internationales contestèrent sa détention ; les autorités, elles, le considéraient comme condamné pour des infractions graves. Cette divergence est essentielle à rappeler. Je n'écris pas un jugement ; j'écris ma mémoire. Dans ma mémoire, son arrestation fut le symbole définitif de la fermeture de la séquence ouverte par sa candidature.

Elle m'obligea aussi à repenser la place de l'individu dans la politique. Nous avions mis beaucoup d'espoir dans un candidat. Le pouvoir, en retour, avait concentré beaucoup d'énergie sur lui. La personnalisation fonctionnait des deux côtés. Or un pays ne se transforme pas durablement par le destin d'un seul homme. Un chef peut ouvrir une porte ; si aucune institution ne la maintient ouverte, elle se referme avec lui.

Je revenais donc à mes obsessions anciennes. Les institutions. Les règles. La manière dont on recrute, juge, administre, compte les voix, répartit les pouvoirs. On aurait pu croire que

2016 m'avait convaincu de l'inutilité de ces concepts. Ce fut l'inverse. Lorsqu'un système vous frappe, vous comprenez avec une précision nouvelle pourquoi les garde-fous comptent.

Je n'étais plus fonctionnaire congolais au coeur d'un ministère. Je n'étais plus directeur de campagne courant d'une réunion à l'autre. J'étais un exilé. Ce mot allait devenir, pour un temps, la nouvelle fonction inscrite en filigrane sur tous les autres titres. Il me fallait maintenant reconstruire une vie à partir de compétences que je possédais encore, d'une expérience politique que je n'avais pas demandée sous cette forme et d'une question qui n'avait jamais cessé de me poursuivre : comment un État peut-il devenir assez fort pour servir et assez limité pour ne pas dévorer ceux qui le contestent ?

CINQUIÈME PARTIE

L'EXILÉ QUI RECOMMENCE

CHAPITRE 25

Paris n'est pas Brazzaville

J'avais déjà connu Paris comme étudiant et comme stagiaire. J'y revins autrement. La première fois, une ville étrangère est une parenthèse : on y apprend, on y observe, on râle contre le métro, on mesure le prix d'un café, on compare tout au pays et l'on sait qu'un billet d'avion refermera un jour l'expérience. L'exil retire cette ponctuation. La parenthèse refuse de se fermer. Vous commencez à acheter des choses que l'on n'achète pas pour trois mois. Un meuble, une casserole correcte, un abonnement annuel. Rien n'est plus métaphysique qu'une carte de transport renouvelée pour douze mois lorsqu'on ne sait pas où l'on imaginait vivre douze mois plus tôt.

Paris avait son indifférence, qui me fit du bien. À Brazzaville, mon nom avait été associé à une campagne, à des fonctions, à des querelles politiques. Ici, la caissière du supermarché ne

savait rien de Mokoko, du MCDDI, de mes textes sur le fédéralisme ni de la Fonction publique congolaise. Elle voulait savoir si j'avais la carte du magasin. Cette question avait la vertu d'un bain froid : elle remettait immédiatement les proportions en place.

L'exil vous enlève une partie du contexte qui vous donnait une identité. Dans son pays, chacun est entouré de témoins anciens. Quelqu'un se souvient de vous à quinze ans, un autre de votre premier poste, un autre d'une querelle, un autre de votre famille. À l'étranger, vous êtes libre de cette mémoire et amputé d'elle. On peut vous réinventer, mais personne ne sait encore pourquoi certaines plaisanteries vous font rire. La liberté et la solitude utilisent parfois la même porte.

Je devais travailler, reconstruire une activité. Mes compétences avaient une valeur : gouvernance, administration, politiques publiques, développement, coordination. Mais l'expérience politique de 2016 m'avait aussi changé. Je ne regardais plus les programmes de « renforcement institutionnel » comme

auparavant. Les consultants adorent les mots robustes : résilience, capacité, gouvernance, appropriation, soutenabilité. Il suffit de les aligner pour produire une phrase qui semble avoir reçu une subvention. Je savais désormais que derrière chacun se cachait une question très concrète : que se passe-t-il lorsque la règle gêne celui qui dispose de la force ?

Je continuais à suivre le Congo, parfois avec excès. L'exilé vit dans deux fuseaux horaires mentaux. Il prend son petit déjeuner à Paris et sa température émotionnelle à Brazzaville. Une information peut changer sa journée sans modifier celle de son voisin de palier. Cela crée un décalage étrange. Vous apprenez une arrestation ou une crise, puis vous descendez dans la rue et quelqu'un s'énerve parce que son bus a deux minutes de retard. Les souffrances ne se comparent pas bien ; elles coexistent avec une impolitesse remarquable.

J'éprouvais aussi la frustration de parler d'un pays depuis l'extérieur. Vos adversaires vous accusent facilement d'être « hors sol », comme si la distance annulait la pensée. Ils

n'ont pas complètement tort : l'exil peut déformer. On ne sent plus les prix, les habitudes, les conversations quotidiennes de la même manière. Mais la distance révèle aussi des structures que la proximité masque. Celui qui vit dans une maison connaît les courants d'air ; celui qui la regarde depuis la rue voit parfois qu'elle penche.

Je refusais de devenir uniquement « l'opposant en exil ». Cette étiquette était vraie et insuffisante. J'avais été administrateur, étudiant, réformateur, cadre de parti, directeur de campagne ; j'étais aussi un homme intéressé depuis longtemps par le développement africain. L'exil ne devait pas rétrécir ma biographie à l'événement qui l'avait provoqué. Il fallait recommencer à produire, écrire, penser autrement que contre quelqu'un.

C'est ainsi qu'un livre prit forme. J'avais accumulé des années de notes, d'observations, de frustrations. La politique m'avait montré ce que le pouvoir pouvait faire. L'administration m'avait montré ce qu'il ne savait pas faire. Les sciences politiques m'avaient donné des outils.

Le Congo, lui, m'avait donné le sujet. Je voulais désormais déplacer la question : non plus seulement « qui gouverne ? », mais « qu'est-ce qui permet réellement à une société de se développer ? ».

CHAPITRE 26

Écrire L'Afrique, une promesse

Un livre commence rarement le jour où l'on écrit sa première phrase. Il commence dans les colères anciennes, les conversations interrompues, les notes prises dans un train, les questions auxquelles on répond trop vite puis auxquelles on revient dix ans plus tard. L'Afrique, une promesse naquit ainsi d'une obsession que je portais depuis longtemps : comment un continent riche en ressources pouvait-il conserver autant de pauvreté, de vulnérabilité institutionnelle et de dépendance ?

Le titre était volontairement positif. Il ne disait pas « L'Afrique, une catastrophe », ce qui aurait été plus facile à vendre à certains pessimistes et beaucoup moins fidèle à ce que je pensais. Une promesse n'est pas une garantie.

C'est précisément ce qui la rend intéressante. Elle peut être tenue ou trahie. Je voulais sortir à la fois de l'afropessimisme confortable, qui transforme chaque échec en preuve que rien ne changera jamais, et de l'afro-optimisme décoratif, qui remplace l'analyse par des slogans sur le « continent de demain ». Demain est une date qui a beaucoup servi en Afrique ; il serait temps qu'elle commence parfois aujourd'hui.

Je m'intéressais à l'agriculture, à la formation, à l'industrialisation, à l'économie informelle, aux institutions, à la construction nationale, au rôle de l'État. Je soutenais qu'il fallait regarder les mécanismes internes sans utiliser l'histoire coloniale ou les puissances étrangères comme explication universelle. Ces facteurs comptent. Ils ont compté énormément. Mais une cause historique peut devenir une excuse contemporaine lorsqu'elle explique tout et n'oblige plus à modifier quoi que ce soit chez soi.

Je me méfiais également du mimétisme institutionnel. Copier les formes européennes

sans reconstruire les conditions qui leur donnent un sens produit des décors. Une Constitution peut ressembler à celle d'une démocratie avancée et cohabiter avec des pratiques qui la vident. Une administration peut avoir des directions générales, des inspecteurs, des commissions et rester incapable de fournir un service élémentaire.

La modernité ne se mesure pas au nombre d'acronymes dans un organigramme.

Je voulais parler du marché sans en faire une religion. L'entreprise privée, l'investissement, l'initiative individuelle sont indispensables ; mais un marché ne flotte pas dans l'air. Il a besoin de propriété sûre, de tribunaux, de contrats, de routes, d'électricité, de compétences. Le libéralisme sérieux suppose un État capable. Le laisser-faire dans un environnement institutionnel faible ne produit pas toujours la concurrence ; il produit parfois le règne du mieux connecté. Un marché sans règle peut devenir un concours de proximité avec le pouvoir.

L'agriculture occupait une place centrale dans mon raisonnement. Une économie ne se développe pas durablement en important ce qu'elle pourrait produire, en exportant principalement des matières brutes et en espérant que les prix internationaux aient la gentillesse de financer l'avenir. L'agriculture n'était pas pour moi une nostalgie paysanne mais une base productive, un moyen d'alimenter les villes, de créer des revenus, de développer des transformations industrielles. Les pays riches ont parfois oublié que leur modernité repose sur le moment où ils ont cessé de considérer la nourriture comme une question romantique.

Le livre parut en janvier 2018. Trois cent vingt pages. Lorsque je tins l'objet, j'éprouvai cette satisfaction étrange de voir des années de pensée transformées en quelque chose qui pèse dans la main. Un livre est un morceau de cerveau rendu transportable. C'est aussi une imprudence : une fois imprimées, vos idées cessent de pouvoir prétendre qu'elles ont été mal comprises parce que vous les avez formulées trop vite au dîner.

Le Monde diplomatique le recensa. On me présentait comme énarque, originaire du Congo-Brazzaville, opposant politique en exil. La formule était juste et révélatrice : même lorsque j'écrivais un livre de développement, 2016 me suivait comme une deuxième date de naissance. Je l'acceptais, mais je ne voulais pas m'y réduire.

Écrire ce livre avait été une manière de reprendre la maîtrise du temps. La campagne m'avait imposé l'urgence. La clandestinité m'avait imposé la minute. L'exil m'avait imposé l'incertitude. Le livre, lui, exigeait des mois de réflexion. Il me rendait la durée. On ne répond pas à une crise politique uniquement par un autre communiqué ; parfois, il faut produire quelque chose qui survive au prochain cycle d'indignation.

CHAPITRE 27

Bangui : la théorie reprend la route

Entre novembre 2020 et novembre 2021, mon parcours professionnel me conduisit à Bangui, en République centrafricaine, dans le cadre d'une mission pour Expertise France. J'y intervenais comme expert du développement et coordinateur d'un projet touchant notamment à l'administration déconcentrée, à l'éducation, à l'eau et à la santé. Les quatre domaines avaient une qualité commune : personne ne peut les boire dans un PowerPoint.

Retourner sur le terrain après avoir tant écrit avait quelque chose de salutaire. Le consultant qui reste trop longtemps dans les capitales internationales risque de développer une maladie professionnelle : il finit par croire qu'un indicateur s'améliore parce que la cellule Excel devient verte. Or l'eau ne coule pas davantage parce qu'un tableau de suivi est satisfait. L'administration déconcentrée ne devient pas efficace parce qu'on a imprimé un organigramme. La santé publique ne se

renforce pas au moment précis où l'expert valide le livrable numéro trois.

La République centrafricaine portait ses propres crises, sa propre histoire, ses institutions fragiles, ses territoires difficiles à administrer. Je retrouvais des questions familières sous une autre forme. Comment l'État existe-t-il loin de la capitale ? Comment fournit-on un service dans une zone où les infrastructures sont faibles ? Comment coordonner les partenaires internationaux sans remplacer l'administration nationale ? Comment aider sans fabriquer de dépendance ? L'aide au développement est une industrie pleine de bonnes intentions, et les bonnes intentions, comme toutes les industries, produisent aussi des déchets.

Je m'intéressais particulièrement à la déconcentration. Le mot paraît technique au point de pouvoir servir de somnifère dans un colloque, mais il décrit une question vitale : l'État est-il présent ailleurs que dans ses bâtiments centraux ? Un pays dont l'administration s'arrête à la capitale possède

une souveraineté cartographique. Sur la carte, le territoire est coloré de manière uniforme. Dans la vie, la capacité publique se dilue à mesure que l'on s'éloigne du centre.

Travailler sur l'éducation, l'eau et la santé obligeait à remettre les grandes théories à leur place. Le développement devient rapidement concret lorsqu'un enfant ne peut pas aller à l'école, lorsqu'un village dépend d'un point d'eau défaillant, lorsqu'un centre de santé manque de personnel ou d'équipement. On peut alors discuter de gouvernance pendant des heures ; la population jugera surtout si quelque chose fonctionne. La légitimité de l'État commence souvent par une pompe qui donne de l'eau quand on l'actionne.

Cette mission me rappela aussi les limites de l'expertise étrangère. Un expert arrive avec des outils, une expérience, parfois une connaissance comparative utile. Il peut aider à structurer, former, coordonner, diagnostiquer. Mais il ne possède jamais le pays mieux que ceux qui y vivent. Le danger est d'importer des solutions standardisées, de considérer les

différences locales comme des résistances au modèle au lieu de les traiter comme des données du problème. Le développement a beaucoup souffert de gens très compétents pour répondre à la question qu'ils avaient eux-mêmes posée.

Je n'avais pas renoncé aux institutions. Au contraire, chaque mission confirmait leur importance. Mais je les voyais désormais comme des pratiques avant d'être des textes. Une institution existe lorsque quelqu'un s'attend raisonnablement à ce qu'une règle soit appliquée demain comme aujourd'hui. La confiance naît de la répétition. Le développement, lui aussi, est une accumulation de répétitions réussies : l'école ouvre, le salaire arrive, la route reste praticable, le contrat est respecté. Le miracle économique est souvent une routine qui a bien tourné pendant vingt ans.

Bangui ajouta donc un nouveau pays à ma comparaison permanente. Je n'étais plus seulement le Congolais qui regardait la France, ni l'ancien fonctionnaire qui regardait

le Congo depuis Paris. Je devenais un praticien qui circulait entre plusieurs administrations africaines, avec suffisamment d'expérience pour savoir que les problèmes se ressemblent et suffisamment de prudence pour voir qu'ils ne sont jamais identiques.

CHAPITRE 28

Le consultant, ce prophète payé à la journée

Je devins consultant en gouvernance et stratégies de développement. La profession mérite quelques explications, ne serait-ce que pour rassurer ceux qui pensent qu'un consultant est un homme qui emprunte votre montre pour vous donner l'heure et vous facture ensuite le bracelet. La caricature n'est pas entièrement sans fondement, ce qui oblige les bons consultants à travailler davantage pour compenser la réputation des autres.

Mon activité portait sur la modernisation de l'État, le renforcement des capacités de management public, la coordination des politiques publiques, la déconcentration, la décentralisation, le suivi et l'évaluation. Autrement dit, je continuais à travailler sur les

mêmes obsessions qu'à vingt ans, mais avec une différence : on me payait désormais pour être inquiet de manière structurée.

Le métier d'expert vous place dans une position ambiguë. Vous devez arriver suffisamment sûr de vous pour être utile et suffisamment humble pour ne pas croire que le pays vous attendait. Trop de certitude produit le missionnaire technocratique ; trop de prudence produit un rapport de deux cents pages dont chaque phrase commence par « il conviendrait éventuellement d'envisager ». La bonne expertise consiste à dire ce que l'on sait, ce que l'on ignore, ce que l'on recommande et surtout ce qui pourrait faire échouer la recommandation.

Je conservais une obsession pour l'évaluation. Les politiques publiques africaines sont parfois jugées par l'intention. On inaugure, on annonce, on crée un programme ; le succès est célébré avant que le premier bénéficiaire ait reçu quoi que ce soit. Je voulais revenir aux résultats. Combien ? Pour qui ? À quel coût ? Pendant combien de temps ? Une politique qui

ne veut pas être mesurée est souvent une histoire que son auteur préfère raconter lui-même.

Je m'intéressais aussi au capital humain. Les infrastructures impressionnent parce qu'on peut les photographier. Un pont neuf, une autoroute, un bâtiment administratif produisent des images de campagne magnifiques. La formation d'un enseignant, la compétence d'une infirmière, l'amélioration d'une procédure sont moins photogéniques et parfois plus décisives. Un pays peut emprunter pour construire un édifice ; il faut des années pour construire une compétence.

Mon tarif professionnel, affiché publiquement sur une plateforme, finit même par devenir une donnée disponible pour quiconque cherchait mon nom. Mille euros par jour. Voilà qui peut sembler grandiose présenté sans contexte, et c'est précisément le charme d'Internet : il adore retirer les contextes. Un tarif de consultant intègre les périodes sans mission, les charges, l'expertise, les déplacements, le risque commercial ; il ne

signifie évidemment pas qu'un homme reçoit mille euros chaque matin simplement pour se réveiller et avoir des opinions sur la décentralisation. Si tel était le métier, j'aurais recruté ma famille.

L'expertise me permettait surtout de rester connecté à la pratique. Après la politique, il aurait été facile de devenir uniquement commentateur. J'avais besoin de conserver le contact avec les organisations, les projets, les contraintes budgétaires, les administrations réelles. Celui qui parle trop longtemps de gouvernance sans jamais rencontrer une procédure finit par devenir un philosophe de plomberie qui n'a jamais réparé de fuite.

CHAPITRE 29

La guerre des récits

Pendant que je travaillais, j'écrivais. Les réseaux sociaux et les sites de tribunes avaient transformé l'espace public. À l'époque de mes premiers textes fédéralistes, publier une opinion demandait un support, une rédaction, un site, un intermédiaire. Désormais, chacun pouvait devenir sa propre petite agence de presse, avec les avantages démocratiques et les catastrophes orthographiques que cela suppose.

Je publiai sur le Congo, l'Afrique, la France, la Chine, le franc CFA, la Russie, le Rwanda, la République démocratique du Congo, l'Europe, la démocratie, les héros africains. J'aimais passer d'un sujet à l'autre parce que je les regardais à travers la même question : comment les sociétés se racontent-elles leurs propres problèmes, et que produit ce récit sur leur capacité à agir ? Je m'intéressais autant aux faits qu'aux mythologies qui les recouvrent.

Je critiquai certaines formes de panafricanisme lorsqu'elles me semblaient réduire toute difficulté africaine à une machination

extérieure. Je critiquai aussi les puissances occidentales lorsqu'elles appliquaient, selon moi, des principes variables ou entretenaient des relations complaisantes avec des régimes peu démocratiques. Cette position avait l'inconvénient de mécontenter plusieurs camps à la fois, ce qui constitue une forme assez fiable d'indépendance mais un modèle médiocre pour la croissance rapide d'une communauté en ligne.

Je développai une méfiance particulière envers le héros sacrificiel. Lumumba, Sankara, Matsoua, Boganda, Samory Touré : l'Afrique honore souvent des figures dont la mort prématurée transforme l'échec politique ou militaire en promesse éternelle. Je ne contestais pas leur courage ni leur importance historique. Je m'interrogeais sur notre goût pour la phrase « s'il avait vécu ». L'histoire ne fournit jamais la suite. Le héros mort possède un avantage considérable sur le gouvernant vivant : il ne peut plus prendre de mauvaise décision.

Cette réflexion était évidemment nourrie par ma propre expérience. J'avais vu une campagne se transformer en récit de résistance. J'avais vu Mokoko devenir, pour beaucoup, le symbole d'une alternance empêchée. Je savais la puissance de ces histoires. Je savais aussi qu'une société ne se développe pas avec des symboles seuls. Elle a besoin d'administrateurs parfois ennuyeux, d'ingénieurs, de professeurs, de comptables, de procédures qui fonctionnent quand personne ne regarde. La grandeur nationale repose souvent sur des gens dont on ne fera jamais un tee-shirt.

Les réseaux, eux, récompensent exactement l'inverse. La nuance voyage à pied, l'indignation possède une moto. Une phrase équilibrée demande du temps ; une accusation tient dans une image. J'avais moi-même le goût des formules et je savais leur pouvoir. Il fallait apprendre à l'utiliser sans devenir l'esclave de l'applaudissement. Chaque plateforme vous enseigne discrètement quel type de vous-même obtient le plus de réactions. Résister consiste parfois à publier ce

que l'on pense au lieu de penser ce qui se publiera bien.

Je reçus des critiques, parfois argumentées, parfois injurieuses. Certaines m'obligèrent à corriger mon raisonnement. D'autres confirmaient seulement que le clavier avait donné à des gens qui n'auraient jamais osé vous parler dans un café le courage tactique d'une armée. Je ne m'en plaignais pas trop. L'espace public est le prix de la parole publique. Celui qui veut le micro sans la contradiction devrait enregistrer ses discours dans sa salle de bains.

La guerre des récits continuait donc. Je m'efforçais d'y apporter ce que mon parcours m'avait appris : les institutions comptent, les responsabilités internes comptent, les influences étrangères comptent mais n'expliquent pas tout, les héros comptent moins que les systèmes qu'ils laissent derrière eux. C'était moins romantique qu'un grand complot, plus difficile qu'un slogan et, à mes yeux, plus utile.

SIXIÈME PARTIE

CONTRE LES HISTOIRES TROP SIMPLES

CHAPITRE 30

Les héros morts ont toujours raison

Il m'arrive de penser que l'Afrique a parfois davantage de grands hommes morts que de bonnes institutions vivantes. La formule est injuste, donc utile à condition de ne pas la prendre pour une statistique. J'ai beaucoup écrit sur notre goût du héros sacrificiel : Lumumba, Sankara, Matsoua, Boganda, Samory Touré et d'autres figures dont la mort a figé l'image au moment le plus favorable à la légende. Le disparu ne commet plus d'erreur. Il ne nomme pas un mauvais ministre, ne signe pas un contrat douteux, ne déçoit pas ses soutiens, ne vieillit pas en public. La mort est une agence de communication d'une efficacité redoutable.

Je ne dis pas cela pour diminuer leur courage ou leur importance. Je dis seulement que la mémoire politique transforme volontiers l'interruption en preuve. « S'il avait vécu, tout

aurait changé. » Cette phrase est invincible parce que l'Histoire ne peut pas organiser l'expérience de contrôle. Peut-être aurait-il réussi. Peut-être aurait-il échoué. Peut-être serait-il devenu précisément ce que ses admirateurs détestent chez ceux qui ont eu le temps de gouverner. Le conditionnel est le régime politique le plus stable : aucun scrutin ne peut le renverser.

Ce culte de la promesse interrompue me dérange parce qu'il déplace l'attention. On cherche l'homme exceptionnel plutôt que l'institution ordinaire. On attend le dirigeant incorruptible, visionnaire, courageux, capable de se passer de contre-pouvoirs parce qu'il est supposé bon. Puis on découvre, avec une régularité qui devrait finir par produire une science, que la bonté personnelle n'est pas une architecture constitutionnelle. Un pays qui ne fonctionne qu'avec un saint à sa tête est un pays mal conçu.

Mon expérience auprès de Mokoko m'avait rendu sensible à cette question. Un candidat peut cristalliser une espérance. Il peut devenir

le symbole d'une possibilité politique. Sa détention peut ensuite renforcer cette dimension symbolique. Mais si toute l'espérance tient dans son corps, l'adversaire n'a qu'un seul corps à neutraliser. Les institutions distribuent le pouvoir ; le culte du chef le concentre, y compris chez ceux qui prétendent combattre la concentration.

Je préfère donc les héros qui laissent des règles derrière eux. Le ministre qui rend son poste moins arbitraire qu'il ne l'a trouvé. Le maire qui crée une procédure que son successeur sera obligé de respecter. L'enseignant qui forme vingt personnes qui le dépasseront. Le juge qui produit une jurisprudence plus durable que sa carrière. Ces héros-là donnent peu de noms d'avenues. Ils bâtissent pourtant la civilisation politique avec la patience d'une fourmilière.

Cette préférence explique une partie de mes querelles avec certains discours panafricanistes contemporains. Je comprends le besoin de figures fortes. Les sociétés humiliées cherchent des visages dans lesquels restaurer leur fierté. Mais la fierté n'est pas une politique publique.

Une nation peut se sentir très digne et avoir des hôpitaux sans médicaments. Elle peut multiplier les discours de souveraineté et importer l'essentiel de ce qu'elle consomme. La dignité est nécessaire ; elle devient un narcotique lorsqu'elle sert à ne plus mesurer les résultats.

Je crois davantage à la souveraineté comme capacité. Être souverain, ce n'est pas seulement dire non à quelqu'un. C'est pouvoir dire oui à ses propres projets et les réaliser. C'est produire, administrer, négocier, emprunter à des conditions soutenables, former, juger, défendre. Le drapeau est le symbole de la souveraineté ; la compétence en est la plomberie. On photographie le premier, on oublie la seconde jusqu'au jour où la maison fuit.

CHAPITRE 31

La France, cette obsession commode

Le rapport entre l'Afrique francophone et la France ressemble parfois à un divorce qui aurait duré soixante ans sans que personne n'ait rendu les clés. L'histoire coloniale, les réseaux de la Françafrique, la coopération, les accords militaires, le franc CFA, les entreprises françaises, les interventions politiques ont créé une relation réelle, lourde et souvent déséquilibrée. La nier serait enfantin. Mais faire de la France l'explication automatique de chaque problème africain me paraît tout aussi infantile.

J'ai beaucoup insisté sur cette contradiction : on revendique la souveraineté et l'on exige simultanément que Paris contraigne tel gouvernement africain, ne reçoive pas tel chef d'État, soutienne tel opposant, punisse tel régime. Lorsque la France intervient, on dénonce le paternalisme ; lorsqu'elle n'intervient pas dans le sens que l'on souhaite, on dénonce son indifférence ou sa complicité. Il faudrait choisir le type d'adulte que l'on veut

être. On ne peut pas réclamer la majorité le matin et demander au tuteur de confisquer les clés du voisin l'après-midi.

Cela ne signifie pas que les États étrangers n'ont aucune responsabilité. Les démocraties occidentales peuvent adopter des politiques incohérentes, protéger des intérêts, fermer les yeux sur des abus au nom de la stabilité. Il est légitime de le documenter et de le critiquer.

Mais une puissance étrangère agit d'abord selon ses intérêts et ses règles. Attendre d'elle qu'elle réalise notre démocratie à notre place est une étrange conception de l'indépendance.

Je vois la France comme un partenaire possible parmi d'autres, chargé d'une histoire particulière et donc de responsabilités particulières, mais pas comme le soleil autour duquel devrait continuer à tourner toute pensée africaine. La Chine, les États-Unis, la Russie, la Turquie, les pays du Golfe, l'Inde ont leurs propres intérêts. Changer de partenaire ne transforme pas mécaniquement une dépendance en souveraineté. On peut chasser un ancien maître et signer le lendemain un

contrat plus désavantageux avec un nouveau, en criant victoire parce que son drapeau est différent.

Le problème est notre capacité de négociation. Un État compétent peut mettre les partenaires en concurrence, diversifier, poser des conditions, rompre un accord, en signer un autre. Un État faible transforme chaque relation extérieure en rapport de dépendance, quelle que soit la nationalité du partenaire. La géopolitique adore les couleurs des drapeaux ; l'économie préfère lire les clauses.

Cette idée m'a valu des accusations de complaisance envers la France de la part de ceux qui considèrent toute nuance comme une trahison. C'est le prix d'une époque où l'algorithme classe rapidement les opinions : pro-France, anti-France, pro-Russie, anti-Russie. Je refuse cette douane intellectuelle. Une analyse qui commence par demander dans quel camp elle doit être rangée a déjà perdu une partie de son utilité.

Mon propre exil à Paris rend évidemment la question plus piquante. On peut me dire : vous

critiquez l'obsession française depuis la France. C'est vrai. On pourrait aussi dire qu'il est assez cohérent de réfléchir à une relation depuis l'endroit où l'on en voit l'autre moitié. La géographie n'annule pas un argument ; elle oblige seulement à déclarer son point d'observation.

CHAPITRE 32

Le franc CFA et les monnaies qui deviennent des drapeaux

Peu de sujets économiques se transforment aussi facilement en querelles identitaires que la monnaie. Le franc CFA possède cette qualité au carré. Il est à la fois un instrument monétaire, un héritage historique, un symbole politique et, pour beaucoup, la preuve visible d'une souveraineté inachevée. Une pièce de monnaie peut ainsi peser quelques grammes et plusieurs décennies de ressentiment.

Dans L'Afrique, une promesse, puis dans mes interventions ultérieures, j'ai refusé deux simplifications. La première consiste à dire que le franc CFA serait sans problème et que toute critique relèverait de l'ignorance. La seconde

affirme qu'il suffirait de le supprimer pour libérer les économies concernées. Une monnaie n'est pas une chaîne magique ; la casser ne fait pas apparaître une industrie, une agriculture productive, une administration fiscale efficace ou une balance commerciale équilibrée.

La souveraineté monétaire a une valeur réelle. Pouvoir décider de sa politique monétaire, de son taux de change, de ses réserves, de ses mécanismes de financement est important. Mais une souveraineté nominale sans crédibilité peut produire inflation, fuite des capitaux, instabilité et perte de pouvoir d'achat. À l'inverse, une union monétaire stable peut faciliter certains échanges tout en imposant des contraintes. La question sérieuse est donc moins « cette monnaie est-elle coloniale ? » que « quelles règles monétaires servent quels objectifs économiques, avec quels coûts et quelles alternatives ? ».

Cette formulation est malheureusement médiocre pour une manifestation. On imprime plus facilement « À bas le CFA » ou

« Défendons la stabilité » sur une pancarte que trente-sept mots suivis d'une annexe macroéconomique. Les démocraties souffrent parfois de cette disproportion : les problèmes complexes doivent survivre à des slogans courts.

Je défends depuis longtemps l'idée que l'Afrique doit produire davantage et mieux transformer. Si un pays importe l'essentiel de ses biens manufacturés, exporte surtout des matières premières et possède une faible base fiscale, changer le nom de sa monnaie ne modifie pas cette structure du jour au lendemain. La monnaie peut aider ou gêner ; elle ne remplace pas l'économie réelle. On ne mange pas un taux de change, pas plus qu'on ne soigne un enfant avec une réserve de change affichée sur un écran.

En 2026 encore, j'écrivais contre l'idée selon laquelle le CFA contraindrait mécaniquement les pays africains à commercer avec la France. J'y voyais une confusion entre histoire, architecture monétaire et comportements commerciaux. On peut contester cette analyse ;

elle doit l'être sur les données, pas sur la nationalité supposée de la pensée. Un argument économique ne devient pas africain parce qu'il est en colère.

CHAPITRE 33

La Chine, la Russie et le besoin de nouveaux sauveurs

Lorsque l'Afrique se lasse d'un partenaire, elle a parfois tendance à tomber amoureuse du suivant avec l'énergie de quelqu'un qui confond changement et guérison. La Chine est devenue pour beaucoup l'image d'une coopération sans sermons : infrastructures, commerce, financement, chantiers rapides. La Russie, dans certains discours, a repris le rôle romantique du contrepoids à l'Occident. Je comprends l'attrait. Je me méfie de l'ivresse.

La Chine a réalisé des choses impressionnantes. Son développement économique en quelques décennies constitue l'une des transformations majeures de l'histoire contemporaine. Ses entreprises ont construit en Afrique des routes, des ports, des barrages, des infrastructures que certains

partenaires occidentaux ne finançaient plus ou finançaient autrement. Mais la Chine est un État avec des intérêts. Elle n'est pas un organisme caritatif géant ayant choisi l'Afrique par affection.

Il faut regarder les contrats, les dettes, les conditions, les transferts de compétences, l'emploi local, les impacts environnementaux. Il faut aussi regarder ce que les gouvernements africains négocient ou ne négocient pas. Accuser systématiquement Pékin d'imposer revient parfois à déresponsabiliser des autorités africaines qui ont signé. Là encore, je veux remettre la capacité au centre. Un mauvais négociateur transforme tout partenaire en prédateur potentiel.

La Russie bénéficie d'un autre imaginaire : puissance anti-occidentale, héritière pour certains du soutien soviétique aux mouvements de libération. Cette mémoire existe. Mais la Russie contemporaine n'est pas l'URSS, et l'URSS elle-même n'était pas un philanthrope géopolitique. Les États n'ont pas d'amis

éternels ; ils ont des intérêts suffisamment durables pour recevoir parfois le nom d'amitié.

Je vois donc dans le multipartenariat une chance à condition qu'il ne soit pas un tourisme diplomatique. Diversifier permet de comparer, négocier, réduire une dépendance. Encore faut-il posséder des administrations capables d'évaluer les offres, des parlements qui contrôlent, des experts qui calculent les risques, une presse qui enquête. Sans institutions solides, la multipolarité ne donne pas plus de souveraineté ; elle offre simplement davantage de guichets où signer de mauvais contrats.

Cette position déçoit ceux qui cherchent un nouveau sauveur. C'est peut-être son principal mérite. Les sauveurs étrangers ont ceci de confortable qu'ils dispensent du travail intérieur. Si la Russie nous libère, si la Chine nous développe, si la France nous bloque, si l'Amérique nous impose, nous pouvons reporter encore un peu la question la plus désagréable : que faisons-nous nous-mêmes de

nos ressources, de nos budgets, de nos écoles, de nos administrations ?

CHAPITRE 34

L'opportunité verte

En février 2026, j'ai publié un texte intitulé « Afrique : l'opportunité verte ! ». Le point d'exclamation n'était pas une crise d'enthousiasme typographique. Je voulais répondre à une idée que je voyais s'installer : la transition écologique serait essentiellement une ruse occidentale destinée à empêcher l'Afrique d'utiliser les mêmes sources d'énergie que celles qui avaient enrichi l'Europe et l'Amérique.

Je comprenais l'argument historique. Il y a quelque chose d'irritant à recevoir une leçon de sobriété d'un monde devenu riche en brûlant pendant deux siècles du charbon, du pétrole et du gaz. Le donneur de leçon écologique ressemble parfois à un homme qui a mangé tout le gâteau et explique aux autres que le sucre est mauvais pour la santé. Mais une injustice historique ne change pas les lois de la

physique. Le climat ne négocie pas un droit au rattrapage carbone.

Surtout, je voyais dans les renouvelables une opportunité économique. Des centaines de millions d'Africains vivent encore sans accès fiable à l'électricité. Dans de nombreux territoires, des systèmes solaires décentralisés et des mini-réseaux peuvent éviter d'attendre pendant des décennies l'extension d'infrastructures centralisées. L'énergie devient alors une condition de l'artisanat, de la conservation alimentaire, de l'irrigation, de l'école, de la santé. Une ampoule n'est pas seulement une ampoule ; elle rallonge la journée économique.

L'Afrique possède aussi des ressources essentielles aux technologies de transition : cuivre, cobalt, lithium, graphite et autres minerais. Le piège serait de répéter l'ancien modèle : extraire, exporter brut, importer ensuite les produits transformés à un prix supérieur et célébrer la richesse du sous-sol. Une mine n'est une richesse nationale que si la chaîne de valeur laisse suffisamment de valeur

dans la nation. Sinon le pays ressemble à un propriétaire qui loue sa cuisine et rachète ses propres repas au restaurant.

Je défendais donc l'idée de transformer localement davantage, de développer des compétences, des batteries, de la maintenance, des services, des transports électriques adaptés, des productions agricoles plus résilientes. Là encore, l'écologie m'intéressait moins comme morale que comme économie. Un pays ne s'industrialise pas parce qu'il a signé une déclaration verte. Il s'industrialise si des investissements, des compétences, une énergie fiable, des marchés et des règles créent une activité productive.

Le développement durable me semblait rejoindre mon obsession initiale : bâtir des capacités. L'Afrique ne doit pas protéger la planète pour recevoir un certificat de bonne conduite. Elle doit protéger ses sols, son eau, son énergie et sa résilience parce que ses propres populations paient déjà les sécheresses, les inondations et les pertes de récoltes. La souveraineté alimentaire n'est pas un slogan

lorsqu'une pluie trop courte modifie le prix du repas.

À plus de cinquante ans, je me retrouvais donc encore à poser la même question que dans ma jeunesse : à quoi sert un pays ? Il sert aussi à organiser le long terme. L'individu peut raisonnablement préférer son intérêt immédiat ; l'État existe précisément pour représenter des gens qui ne votent pas encore, parce qu'ils ne sont pas nés. Une politique publique digne de ce nom doit parfois inviter les générations futures à la réunion, même si elles ont la politesse de ne pas réclamer de café.

CHAPITRE 35

L'Université populaire

J'ai fini par donner à une partie de mon activité publique un nom qui me ressemble : « Université Populaire Hervé Mahicka ». Le terme « université » est ambitieux, ce qui me convient assez bien ; « populaire » évite qu'il le devienne trop. Je voulais créer un lieu de pédagogie, de débat, d'explication des mécanismes politiques et économiques africains, avec cette idée résumée par une formule volontairement provocatrice : le

SMIC, le « strict minimum intellectuel pour la conversation », est nécessaire.

La formule fait rire et irrite, deux qualités appréciables pour une formule. Elle part d'une frustration réelle : le débat public se nourrit trop souvent de certitudes plus rapides que la connaissance. Chacun possède un avis sur la monnaie, la dette, la Constitution, les relations internationales, l'histoire coloniale, le Rwanda, la Russie, la Chine, parfois avant d'avoir vérifié deux dates. L'accès universel à la

parole n'a pas créé un accès universel à la méthode.

Je ne crois pas qu'il faille réserver la politique aux spécialistes. Ce serait précisément l'inverse d'une démocratie. Je crois qu'il faut donner au plus grand nombre des outils pour distinguer un fait d'une interprétation, une corrélation d'une cause, une dette soutenable d'une dette dangereuse, une institution d'un homme, une source d'une rumeur. La démocratie suppose que les citoyens puissent juger ; elle ne peut pas fonctionner longtemps si le jugement devient une compétition de vidéos de trente secondes.

YouTube me permettait de parler directement. Ce média avait quelque chose de l'ancienne place publique et de la télévision bricolée dans une chambre. On peut y expliquer longuement, montrer des cartes, revenir sur un sujet, répondre à des commentaires. On peut aussi y devenir prisonnier de l'audience. Une chaîne apprend rapidement quels thèmes produisent des vues. Le danger consiste alors à traiter le monde non selon son importance mais selon son taux de clic.

Je voulais résister à cette pente, pas toujours avec succès. Le commentateur public est aussi un animal sensible aux réactions. Une vidéo qui marche flatte. Une vidéo sérieuse que personne ne regarde enseigne l'humilité. Le public, comme l'électeur, refuse parfois de consommer ce que l'on avait décidé être bon pour lui. La pédagogie commence lorsqu'on cesse de lui en vouloir.

À travers ces vidéos, je retrouvais une joie ancienne : comprendre et transmettre. J'avais traversé l'administration, les partis, la campagne, l'exil, le conseil. L'Université populaire réunissait ces expériences. Je pouvais expliquer une crise politique en pensant aux institutions, une dette en pensant aux politiques publiques, une rumeur en pensant à la campagne de 2016. Une vie professionnelle dispersée commençait à ressembler à un programme pédagogique.

Je continuais aussi à écrire. L'homme qui avait jadis cru qu'une formation suffisait à réparer l'État en était arrivé à écrire des livres pour expliquer pourquoi rien n'est jamais aussi

simple. C'est peut-être cela, vieillir intellectuellement : conserver les questions et améliorer la modestie des réponses.

Je ne sais pas si l'on peut réellement changer un pays avec une vidéo, un livre ou une conférence. Je sais qu'on peut modifier une conversation. Or les politiques naissent aussi des conversations qu'une société devient capable d'avoir. L'idée paraît modeste. Elle l'est. Après avoir connu les ambitions de la haute politique, je me méfie moins des petites transformations. Les grandes portes tournent parfois sur des charnières minuscules.

SEPTIÈME PARTIE

CE QUE L'EXIL N'EMPORTE PAS

CHAPITRE 36

Cinquante ans et plusieurs pays dans une seule tête

Passer cinquante ans n'a rien d'un exploit. Il suffit, comme pour devenir citoyen légalement, de ne pas mourir avant. Pourtant l'âge produit une étrange administration intérieure : des dossiers que l'on croyait classés remontent sur le bureau, des noms reviennent, des odeurs, des rues, des gens que l'on n'a pas vus depuis trente ans. La mémoire est un ministère qui ne respecte aucun plan d'archivage. Elle égare les événements importants et conserve avec une précision scandaleuse une chanson entendue dans une voiture en 1989.

C'est ainsi que je me suis retrouvé à écrire sur ma génération, le sida, Diata, cette avenue traversée à quinze ans et Raymond Okassa, « Machine de guerre », dont le surnom me faisait encore sourire des décennies plus tard.

L'homme qui avait travaillé dans un ministère, traversé une crise de parti, dirigé une campagne présidentielle et vécu l'exil revenait vers le garçon qui mangeait du poisson braisé dans la rue. Il n'y avait pas de contradiction. Nous sommes tous une coalition de nos âges précédents, et contrairement aux coalitions politiques, celle-ci ne peut pas éclater sans dommage.

Je mesurais les changements du Congo, mais aussi ceux du monde. Le garçon de 1989 avait grandi dans une époque où une information mettait du temps à circuler ; l'homme de 2026 pouvait déclencher une dispute entre trois continents depuis son téléphone avant d'avoir terminé son café. La vitesse avait augmenté. Je n'étais pas certain que la compréhension l'ait suivie. Nous possédons aujourd'hui davantage de moyens de savoir et davantage de moyens de ne voir que ce que nous voulons.

Je pensais à l'Afrique de ma jeunesse. Les prophéties étaient nombreuses : catastrophe démographique, effondrement économique, puis à l'inverse émergence irrésistible,

croissance, « lions africains », classe moyenne, révolution numérique. Chaque décennie possède son récit. Le continent, lui, continue d'être plusieurs choses en même temps : croissance et pauvreté, innovation et administration archaïque, villes hyperconnectées et villages sans électricité fiable, fortunes immenses et services publics fragiles. Les grands mots ont du mal avec les continents ; ils sont conçus pour tenir sur une couverture de magazine.

Je ne croyais plus aux prophéties globales. Je croyais davantage aux trajectoires nationales, aux réformes précises, aux institutions qui progressent ou reculent. Le Ghana n'est pas le Rwanda, le Congo n'est pas la Côte d'Ivoire, la République centrafricaine n'est pas le Sénégal. Dire « l'Afrique » est parfois aussi utile que dire « le monde » pour expliquer le prix d'un appartement à Paris. Il faut descendre d'échelle.

Cette exigence de précision était peut-être le principal changement en moi. À vingt ans, j'aimais les grands modèles. À trente, les

institutions. À quarante, j'avais rencontré le pouvoir et ses résistances. À cinquante, je me méfiais surtout des explications uniques. La vie intellectuelle ressemble à une maison où l'on commence par ajouter des meubles et où l'on finit par passer son temps à jeter ceux qui encombre.

Je conservais pourtant des convictions fortes. La première : les Africains ne sont pas condamnés à reproduire leurs échecs. La seconde : le monde extérieur a une influence réelle mais ne peut pas être le propriétaire permanent de nos responsabilités. La troisième : aucune souveraineté ne vaut longtemps sans capacité administrative et productive. La quatrième : la démocratie n'est pas seulement une élection, mais un système de procédures qui rend la défaite supportable parce qu'elle peut être temporaire.

Cette dernière conviction venait directement de 2016. Une démocratie fonctionne lorsqu'un camp peut perdre sans croire que son existence est menacée, et lorsqu'un pouvoir peut imaginer l'opposition sans la traiter comme

une menace existentielle. C'est difficile parce que la politique touche aux intérêts, aux peurs, aux identités. Mais c'est précisément pour cela que les institutions existent. Elles ne suppriment pas les passions ; elles leur construisent des trottoirs.

CHAPITRE 37

Les gens que l'on laisse derrière soi

Toute autobiographie politique court un risque : remplir tellement la scène de présidents, ministres, généraux, partis et idées qu'on finit par donner l'impression que la vie privée se déroulait dans les toilettes pendant les entractes. C'est faux. Les événements publics occupent les archives ; les personnes ordinaires occupent l'existence.

Il y a ceux qui m'ont connu avant les titres et ceux qui ne m'ont connu qu'après. Les camarades d'école, les amis de jeunesse, les collègues, les personnes qui m'ont ouvert une porte lorsque je me cachais, celles qui ont appelé quand d'autres ne le faisaient plus, celles qui ont continué leur chemin sans moi. Je ne donnerai pas tous les noms : la mémoire doit

parfois demander l'autorisation avant de publier les gens.

L'exil modifie les relations. Certaines survivent à la distance avec une fidélité tranquille. D'autres dépendaient du voisinage, du travail, du parti, de la fonction. On découvre que beaucoup d'amitiés sont géographiques. Elles ne sont pas fausses ; elles ont simplement besoin de la proximité comme une plante a besoin d'eau. Lorsque vous partez, elles sèchent sans drame. Il ne faut pas les insulter pour cela.

D'autres liens se renforcent précisément parce que l'éloignement oblige à choisir. Un appel devient volontaire. Une visite suppose un billet. La relation cesse d'être produite par l'habitude et devient une décision. L'exil trie sans demander la permission. C'est un mauvais domestique, mais un excellent archiviste.

Je pense aussi à ceux qui ont payé plus cher que moi les conséquences de 2016. Les personnes arrêtées, leurs familles, Mokoko détenu. Il serait indécent de raconter mon exil comme si j'avais porté seul le poids de cette séquence. J'ai

perdu un pays quotidien ; d'autres ont perdu leur liberté. La comparaison n'efface pas ce que j'ai vécu, elle remet seulement la souffrance dans une perspective honnête.

Je n'ai pas non plus envie de transformer ma trajectoire en épopée du courage. L'héroïsme autobiographique est un commerce très rentable : on sélectionne les moments où l'on a résisté, on oublie ceux où l'on a eu peur, hésité, choisi la prudence. J'ai eu peur. Je me suis caché. Je suis parti. Ces verbes ne me diminuent pas. Le courage n'est pas l'absence de peur ; c'est l'administration plus ou moins réussie d'une panique légitime.

Mes erreurs appartiennent aussi au récit. J'ai parfois été trop sûr de mes analyses, trop dur dans mes formules, trop prompt à considérer qu'un désaccord venait d'un manque de compréhension plutôt que d'une autre hiérarchie de valeurs. L'intellectuel possède un défaut professionnel : il pense que celui qui n'est pas convaincu a peut-être besoin de deux pages supplémentaires. Parfois il a simplement compris et n'est pas d'accord.

Je regarde certains textes anciens avec amusement. L'homme qui les écrivait me ressemble et m'agace. Il avait raison sur des choses, tort sur d'autres, et surtout il possédait cette confiance que l'âge distribue avec parcimonie. Je ne veux pas le corriger entièrement. Sans lui, je ne serais pas arrivé jusqu'ici. Nos anciennes erreurs sont les échafaudages de nos convictions actuelles ; on les enlève une fois la maison construite, mais il serait ridicule de prétendre qu'elles n'ont jamais existé.

CHAPITRE 38

Le pays que l'on porte

On me demande parfois, explicitement ou non, ce que signifie encore le Congo pour quelqu'un qui vit depuis longtemps à Paris. La question semble supposer qu'un pays se mesure à la fréquence des tampons sur un passeport. Je comprends pourtant ce qu'elle veut dire. L'exilé risque de continuer à parler d'un pays qui change sans lui. Le retour devient alors nécessaire, au moins intellectuellement : écouter ceux qui y vivent, vérifier, ne pas confondre le Congo de ses souvenirs avec celui du présent.

Mais un pays n'est pas seulement l'endroit où l'on dort. C'est une langue de gestes, une manière de comprendre une plaisanterie, des références que l'on n'explique pas. C'est aussi une dette. On peut vivre ailleurs et continuer à se sentir responsable de ce qui arrive là-bas, parfois au point d'agacer ceux qui y sont restés. L'exilé parle beaucoup du pays ; le résident pourrait légitimement lui répondre : moi, je fais les courses ici.

Je tente de garder cette contradiction en tête. La distance donne une liberté de parole et retire une partie de l'expérience quotidienne. Elle protège de certaines pressions et expose à l'accusation facile d'irresponsabilité. Je ne veux ni romantiser l'exil ni le transformer en titre de noblesse. Être loin ne rend pas plus lucide. Cela déplace seulement les angles morts.

Le Congo que je porte n'est donc ni une carte postale ni une blessure permanente. Il est une question. Comment construire un État où l'on puisse perdre une élection sans finir en prison ou en exil ? Comment faire de la fonction publique un outil au service du citoyen plutôt qu'un terrain de distribution ? Comment utiliser les ressources naturelles pour produire autre chose que des rentes ? Comment permettre aux identités régionales d'exister sans transformer la politique en comptabilité ethnique ? Comment raconter notre histoire sans vivre éternellement dans le tribunal du passé ?

Je n'ai pas toutes les réponses. Cette phrase m'aurait peut-être déçu à vingt-cinq ans. Elle

me rassure aujourd'hui. Les hommes qui ont réponse à tout sont très utiles dans les studios de télévision et dangereux lorsqu'on leur donne un pays.

Je sais néanmoins ce que je cherche : des institutions qui rendent la liberté banale. La liberté vraiment installée ne ressemble pas à une révolution permanente. Elle ressemble à l'ennui d'un citoyen qui critique son gouvernement, rentre chez lui, dort, se réveille et découvre avec déception que personne n'est venu l'arrêter. Cet ennui est un luxe politique.

Je cherche aussi un État capable de produire. Une souveraineté sans économie est un discours. Une économie sans droit est un marché de prédation. Un droit sans institutions est une bibliothèque. Il faut les trois, et c'est précisément pour cela que le développement est difficile : les slogans adorent les causes uniques, les sociétés exigent des systèmes.

Peut-être ai-je passé ma vie à compliquer les réponses. Je prends cela comme un progrès. J'ai commencé par traverser une avenue pour

découvrir que l'autre côté n'était pas ce qu'on m'avait laissé imaginer. Depuis, je n'ai cessé de traverser des avenues conceptuelles. Le pouvoir et l'opposition. L'Afrique et l'Europe. L'État et la société. La souveraineté et l'interdépendance. À chaque fois, l'autre côté était plus banal et plus complexe que la frontière.

CHAPITRE 39

L'échec, cette matière première

La politique parle énormément de victoire et très mal de l'échec. Elle le traite comme une maladie honteuse dont il faudrait attribuer la contamination à quelqu'un d'autre. Le candidat battu explique qu'il a été trahi, le parti qu'il a manqué de moyens, le gouvernement que la conjoncture internationale était exceptionnelle, l'expert que sa recommandation n'a pas été correctement appliquée. Il existe toujours une excellente raison pour laquelle la réalité a refusé de confirmer notre intelligence. J'ai participé moi-même à ce commerce d'explications. Avec le temps, j'ai compris que l'échec est une matière première trop coûteuse pour être gaspillée en excuses.

Le MCDDI m'avait appris cela une première fois. Après des résultats électoraux décevants, j'avais précisément reproché au parti de se raconter comme victime plutôt que de regarder ses propres faiblesses. Cette leçon aurait été élégante si je l'avais ensuite appliquée

spontanément à toutes mes propres défaites. Je ne suis pas certain de pouvoir revendiquer cette cohérence. Lorsque 2016 s'est effondré autour de nous, l'explication par les conditions du scrutin et par la pression du pouvoir était évidemment centrale dans notre récit. Elle répondait à des faits et à des convictions réelles. Mais elle ne devait pas empêcher une autre question : qu'avions-nous, nous, mal prévu, mal organisé ou mal compris ?

Il est difficile de tenir ces deux vérités ensemble. On peut subir une injustice et commettre des erreurs. On peut avoir raison sur la faute de l'adversaire et tort sur sa propre stratégie. Le monde politique préfère les récits exclusifs parce qu'ils protègent l'identité : si j'ai été victime, je ne peux pas avoir été imprudent ; si j'ai été imprudent, mon adversaire serait absous. C'est faux. Les causalités ne votent pas à main levée pour n'en conserver qu'une.

Je me suis donc demandé ce que 2016 disait de l'opposition congolaise. Étions-nous suffisamment préparés à un black-out ?

Avions-nous conçu des moyens assez robustes de collecte et de conservation des procès-verbaux ? Les candidatures de l'opposition avaient-elles produit la meilleure stratégie possible ? Les alliances étaient-elles suffisamment solides ? L'enthousiasme autour de certaines figures avait-il remplacé une partie du travail d'organisation ? Je ne transforme pas ces questions en verdicts. Je refuse seulement le confort d'un récit où toutes les erreurs habitent chez les autres.

L'échec a aussi une dimension personnelle. Quitter le Congo, c'était reconnaître que je n'avais plus la maîtrise de la situation. Pour quelqu'un qui avait passé sa vie à parler de stratégie, de gouvernance et de capacité publique, cette impuissance était difficile à accepter. Les intellectuels s'imaginent parfois que comprendre le fonctionnement d'un piège les dispense d'y tomber. Le piège apprécie beaucoup cette confiance.

Plus tard, dans mes activités de consultant, j'ai essayé de transformer cette expérience en méthode. Un projet doit prévoir ce qui peut

l'empêcher de fonctionner, pas seulement ce qui justifie son financement. Un programme public doit se demander comment les acteurs vont le contourner. Une réforme doit regarder qui perd du pouvoir lorsqu'elle réussit, car celui qui perd du pouvoir se découvre souvent une passion tardive pour les détails techniques. L'échec n'est pas un accident extérieur au système ; il révèle parfois le système mieux que la réussite.

J'ai également cessé de voir le succès comme une preuve absolue. Un mauvais mécanisme peut produire un bon résultat une fois. Un gouvernement peut bénéficier d'un prix élevé des matières premières et paraître génial. Un projet mal conçu peut être sauvé par une personne exceptionnellement compétente. Une campagne médiocre peut rencontrer une circonstance favorable. La réussite aussi demande une autopsie. Sinon on reproduit le hasard en l'appelant méthode.

Cette manière de penser m'a peut-être rendu moins romantique. Elle m'a certainement rendu plus méfiant envers les récits politiques

où chacun possède une explication totale. Je préfère désormais les bilans qui contiennent une colonne « nous nous sommes trompés ». Elle manque dans beaucoup de programmes et dans presque toutes les autobiographies.

CHAPITRE 40

Le métier d'expliquer sans devenir insupportable

Expliquer est une activité dangereuse. Elle commence par le désir d'être utile et peut rapidement se transformer en plaisir de montrer que l'on sait. J'ai suffisamment enseigné, écrit et commenté pour connaître la frontière. Elle est d'autant plus difficile à voir que le public vous encourage parfois à la franchir : on vous invite parce que vous êtes « l'expert », mot qui, prononcé assez souvent, finit par produire chez certains une hypertrophie spectaculaire du pronom « je ».

Je me suis toujours senti attiré par la pédagogie parce que la politique souffre d'un déficit d'explication. Les responsables publics parlent souvent comme si les citoyens devaient déjà connaître les mécanismes. Les militants, à

l'inverse, simplifient parfois à l'excès pour mobiliser. Entre le jargon et le slogan, il reste peu de place pour une conversation adulte. C'est cette place que je voulais occuper.

Mais expliquer oblige à faire des choix. Prenez la dette publique. On peut dire qu'elle finance l'investissement et qu'aucun État moderne ne vit sans dette. On peut aussi dire qu'elle peut devenir insoutenable, réduire les marges budgétaires et exposer un pays à ses créanciers. Les deux sont vrais. Celui qui cherche l'applaudissement choisira la moitié qui correspond au public. Celui qui cherche à expliquer doit supporter quelques minutes de frustration avant de donner une réponse qui commence par « cela dépend ». Cette expression est détestée des réseaux sociaux et adorée de la réalité.

Il en va de même du franc CFA, de l'aide au développement, de la souveraineté, des relations avec la France, la Chine ou la Russie. Sur chaque sujet, les camps proposent un paquet complet : si vous critiquez un aspect, on vous attribue le reste. Dire que la France ne

cause pas tous les problèmes africains peut être interprété comme un soutien à toute la politique française. Critiquer un contrat chinois peut vous faire classer parmi les nostalgiques de l'Occident. L'opinion publique fonctionne parfois comme un restaurant qui n'accepte pas les commandes à la carte.

Mon tempérament n'aide pas toujours. J'aime la formule, le trait qui résume, l'ironie. L'humour permet de rendre un mécanisme mémorable ; il peut aussi humilier celui que l'on veut convaincre. Une plaisanterie gagnée est parfois un interlocuteur perdu. J'ai appris lentement que le but de l'explication n'est pas de sortir vainqueur de la conversation mais de laisser l'autre avec un outil qu'il pourra utiliser sans vous.

L'Université populaire m'a obligé à cette discipline. Une vidéo n'est pas un article. Il faut construire, revenir, illustrer. On voit immédiatement où l'explication s'effondre : le public pose la même question vingt fois. Il est tentant de conclure qu'il n'a pas compris. Le pédagogue doit commencer par envisager

l'hypothèse beaucoup plus vexante qu'il a mal expliqué.

Je me souviens de mes années dans l'administration : la même règle s'appliquait. Une procédure que personne ne comprend produit des contournements. Un formulaire mal conçu fait naître des erreurs que l'on reprochera ensuite aux usagers. La pédagogie et l'administration partagent une responsabilité : rendre le chemin praticable. Celui qui place un panneau illisible n'a pas le droit de s'indigner que les voyageurs se perdent.

J'essaie donc, aujourd'hui, de parler simplement sans simplifier. Ce sont deux choses différentes. La simplicité est une conquête ; la simplification est une amputation. Dire clairement qu'un problème possède quatre causes vaut mieux que prononcer vingt mots techniques pour chacune. Dire qu'il n'en possède qu'une parce que le public est pressé est une autre affaire.

Le métier d'expliquer a enfin modifié mon rapport à la certitude. Plus on enseigne sérieusement, plus on rencontre des

exceptions, des contre-exemples, des données nouvelles. Le bon professeur devient moins prophète au fil des années. Il apprend à dire « je ne sais pas » sans avoir l'impression de perdre son salaire. C'est une compétence que j'aurais aimé posséder plus tôt.

CHAPITRE 41

Les erreurs que je garde

Il y a deux manières malhonnêtes de raconter ses erreurs. La première consiste à les cacher. La seconde, plus raffinée, consiste à choisir uniquement celles qui deviennent des qualités sous un autre nom : « j'ai trop travaillé », « j'ai été trop loyal », « j'ai parfois eu le défaut de dire la vérité ». C'est le confessionnal des entretiens d'embauche. Une autobiographie devrait faire mieux.

J'ai parfois confondu la qualité d'un raisonnement avec sa capacité à convaincre. Une idée peut être cohérente et politiquement inadaptée au moment, au public, au rapport de force. Le politologue aime croire que si les prémisses sont correctes et l'argument bien construit, la conclusion devrait s'imposer.

L'être humain n'a jamais signé ce contrat. Il vote, agit et choisit avec des intérêts, des émotions, des identités, des souvenirs. Ce n'est pas une anomalie qu'une administration rationnelle corrigera un jour ; c'est le matériau même de la politique.

J'ai aussi sous-estimé parfois la force des symboles. Mon tempérament m'entraîne vers les mécanismes. Je regarde une monnaie et je vois une politique monétaire ; d'autres voient un héritage colonial. Je regarde une alliance et je vois des intérêts ; d'autres y voient une fidélité historique. On peut montrer que le mécanisme compte davantage pour le résultat économique et manquer malgré tout une partie du réel politique. Les symboles ne produisent pas d'électricité, mais ils peuvent faire tomber des gouvernements qui en produisent.

À l'inverse, je continue à penser que l'émotion symbolique devient dangereuse lorsqu'elle se substitue à toute mesure de résultat. Mon erreur n'est donc pas d'avoir insisté sur les mécanismes ; c'est parfois d'avoir parlé comme

si ceux qui insistaient sur le symbole étaient simplement ignorants. Ils pouvaient avoir une autre question en tête.

J'ai été dur avec des adversaires politiques et des anciens alliés. Certaines formules de mes interviews ou tribunes portaient la température du moment. J'en maintiens parfois le fond, pas nécessairement la forme. Le langage politique récompense l'intensité. Il faut beaucoup plus de courage pour dire après dix ans : cette phrase-là était excessive. On craint qu'un adversaire prenne la concession comme un aveu général. C'est ainsi que tout le monde reste enfermé dans ses anciennes exagérations par peur de donner un point à l'autre camp.

J'ai également cru, comme beaucoup d'hommes formés à l'administration, que les bonnes institutions pouvaient compenser presque tout. Elles compensent énormément, mais elles ont besoin d'une culture, de compétences, de ressources et de temps. Importer une loi ne crée pas la pratique.

Copier un modèle de décentralisation ne crée pas des élus responsables. Ouvrir une école d'administration ne produit pas automatiquement des fonctionnaires indépendants. J'avais compris intellectuellement cette différence ; l'expérience m'en a montré la profondeur.

Enfin, j'ai peut-être trop aimé les grands diagnostics. « L'Afrique », « l'État africain », « le panafricanisme », « la France et l'Afrique ». Ces catégories sont utiles, mais elles deviennent paresseuses si on les laisse penser à notre place. Aujourd'hui, je cherche davantage les écarts : pourquoi tel pays progresse sur un indicateur et tel autre non ? Pourquoi une réforme fonctionne ici et échoue ailleurs ? Les différences enseignent parfois davantage que les ressemblances.

Je garde ces erreurs parce qu'elles me servent. Je ne veux pas les effacer du récit. Une pensée sans erreurs antérieures est soit divine, soit réécrite par son service de communication. Je ne revendique aucune de ces deux compétences.

CHAPITRE 42

Le manuscrit suivant

En 2026, j'ai écrit publiquement que j'avais un manuscrit prêt et que je cherchais un éditeur. Ce manuscrit, c'était celui que vous avez entre les mains. La phrase était courte ; le chemin qui conduit à un manuscrit ne l'est jamais. Ecrire un deuxième livre après en avoir publié un premier possède une difficulté particulière : on sait désormais exactement ce que signifie terminer. L'ignorance est un excellent carburant pour les premières fois.

Je n'ai pas envie de résumer ici ce que les pages précédentes ont déjà dit. Ce qui m'intéresse est le geste. Après l'administration, après la politique, après l'exil, je continue à revenir à l'écriture. Ce n'est pas un refuge au sens où elle me protégerait du monde. C'est plutôt un atelier où le monde est démonté sur une table. On prend une idée, on retire les vis, on regarde pourquoi elle fait ce bruit, on découvre parfois qu'il reste une pièce en trop lorsqu'on la remonte.

L'écriture longue oblige à une honnêteté que les réseaux permettent d'éviter. Une publication courte peut vivre d'une intuition. Un livre doit supporter la page suivante. Il faut anticiper l'objection, vérifier, distinguer. Une phrase brillante peut masquer un trou pendant trois lignes ; elle ne tient pas trois cents pages. C'est peut-être pour cela que j'aime encore les livres à l'époque de la vidéo : ils empêchent la pensée de s'enfuir trop vite après avoir fait son effet.

Je ne savais pas alors ce que ce manuscrit deviendrait. Un manuscrit cherche un éditeur comme un candidat cherche un électeur, avec la différence heureuse que le refus éditorial ne conduit normalement ni en prison ni en exil. Il blesse l'ego, ce qui est une institution beaucoup plus difficile à réformer que l'État, mais généralement sans intervention de la police.

Je sais seulement que continuer à écrire signifie que je ne considère pas ma trajectoire comme terminée. L'exilé est souvent raconté au passé : il a fui, il a perdu, il se souvient. Je préfère les

verbes au présent. Je travaille, j'écris, j'enseigne, je discute, je me trompe encore.

Une vie qui devient uniquement mémoire est déjà une sorte de musée. J'ai suffisamment parlé de monuments pour me méfier du moment où l'on commence à en devenir un soi-même.

Ce livre-ci, celui que vous avez entre les mains, répond à une nécessité plus intime : reprendre ma vie à la première personne. Pendant des années, j'ai vu des épisodes qui m'appartenaient devenir des récits disponibles, simplifiés, grossis, parfois déformés, parfois réduits à une fonction, un camp, une fuite ou une polémique. Je voulais retrouver le fil qui relie le garçon de Diata, l'étudiant, le fonctionnaire, le militant, l'homme caché, l'exilé et celui que je suis devenu. Une vie n'est pas un dossier que l'on referme lorsque toutes les cases sont remplies ; c'est une continuité trouée, avec des souvenirs très nets et d'autres qui se dérobent dès qu'on essaie de les regarder trop longtemps.

C'est particulièrement vrai pour 2016. J'ai appris à me méfier de la mémoire lorsqu'elle

touche aux chiffres, aux responsabilités et aux départs précipités. Je raconte ce que j'ai vu, ce que j'ai su et ce que j'ai cru comprendre alors ; lorsque quelque chose ne tient qu'à mon souvenir, je préfère le dire. Je ne confonds pas la première personne avec l'infailibilité. « Je me souviens » est une voix ; ce n'est pas un tribunal.

Peut-être cette exigence est-elle le résultat le plus durable de mon parcours. Le jeune homme voulait comprendre l'État. Le fonctionnaire voulait le réformer. Le militant voulait changer les rapports de pouvoir. L'exilé voulait expliquer ce qui s'était passé. L'essayiste veut maintenant comprendre comment nous fabriquons nos certitudes. Ce déplacement ne signifie pas que les convictions disparaissent. Il signifie qu'elles acceptent enfin d'être interrogées.

ÉPILOGUE

L'avenue

Si je devais choisir une seule image pour raconter cette vie, je ne choisirais ni un ministère, ni l'ENA, ni une tribune politique, ni la campagne de 2016, ni la chambre où je me cachais, ni même le livre posé pour la première fois sur une table. Je choisirais une avenue à Brazzaville. J'ai quinze ans. Je vis à Diata. Raymond Okassa, Machine de guerre, est avec moi. De l'autre côté se trouvent le poisson braisé, une bière, une cigarette, des filles qui me semblent plus libres et surtout l'étrange découverte que les frontières de mon enfance n'avaient rien de naturel.

Tout est déjà là, avec une discrétion que la jeunesse ne peut pas comprendre. Il y a la curiosité, le goût du passage, la comparaison entre deux mondes, le plaisir un peu vaniteux de désobéir aux cartes qu'on vous a données. Il y a même la politique, si l'on veut absolument la chercher : franchir une frontière invisible et découvrir que l'ordre établi était en partie une habitude.

Des années plus tard, j'ai traversé d'autres lignes. Je suis entré dans l'administration parce que je voulais comprendre l'État. J'ai étudié ses règles, observé ses forces et ses faiblesses, essayé de penser sa réforme. Je suis entré dans les partis et j'y ai retrouvé, en miniature, les mêmes questions de pouvoir, de règle et de légitimité. J'ai participé à une campagne présidentielle parce que je croyais qu'une alternance pouvait s'organiser. J'ai découvert ensuite que la politique n'était pas seulement un débat sur les règles mais aussi une lutte pour savoir qui pouvait les faire respecter.

Je me suis caché. Je suis parti. J'ai vécu cette chose étrange qu'est l'exil : posséder un pays dans sa tête et une adresse ailleurs. J'ai écrit parce que l'écriture permet de reconstruire un espace où les événements cessent de vous courir après. J'ai travaillé sur le développement parce que je restais persuadé qu'une société n'est pas condamnée à ses habitudes. J'ai enseigné, commenté, débattu, parfois trop. J'ai continué à chercher la bonne taille des institutions, la bonne distance entre l'État et le citoyen, la bonne mesure entre souveraineté et ouverture.

Je n'ai pas réparé l'État. Personne ne répare un État comme on répare une montre. Un pays est un mécanisme dont les pièces ont des opinions. Certaines refusent de bouger, d'autres veulent devenir ressort principal, d'autres accusent l'horloger d'être vendu à l'étranger. Il faut pourtant continuer, parce que l'alternative à l'institution n'est pas la liberté pure. C'est le rapport de force nu, et le rapport de force possède rarement le sens de l'humour.

Je ne sais pas quelle place l'Histoire réservera à la campagne de 2016, à Mokoko, à ceux qui l'ont soutenu, à ceux qui l'ont combattu. Je sais seulement la place que cette séquence occupe dans ma propre vie. Elle a séparé un avant et un après. Elle m'a retiré l'illusion que les institutions existent parce qu'elles sont écrites. Elle m'a laissé une conviction plus exigeante : elles existent seulement lorsque suffisamment de personnes, surtout les plus puissantes, acceptent d'être limitées par elles.

Le pouvoir est le test de toutes les vertus politiques. Il est facile d'aimer la liberté quand on n'a pas les moyens de l'empêcher. Il est

facile de défendre la règle quand elle protège vos intérêts. La civilisation commence au moment où l'on accepte que la règle protège aussi celui que l'on déteste. Le reste est un discours de campagne, parfois très bien imprimé.

Je pense encore à Brazzaville. Aux rues. À Diata. À ce garçon qui avait divisé sa ville en un nord pour s'amuser et un sud pour rentrer chez lui. Il ignorait que l'on peut un jour perdre la possibilité de rentrer comme avant. Il ignorait aussi qu'un foyer n'est pas seulement un lieu. C'est le point depuis lequel on continue à mesurer les distances.

Peut-être reviendrai-je définitivement un jour, peut-être non. Je refuse de transformer le retour en scène finale obligatoire, comme si une vie d'exilé devait se conclure par l'avion qui se pose sous les applaudissements d'un orchestre imaginaire. Les vies n'obéissent pas aux règles du cinéma. Certaines questions restent ouvertes, et c'est très bien ainsi. Une porte ouverte n'est pas une fin manquée ; c'est une possibilité.

Ce que je sais, c'est que la première frontière de ma vie n'avait ni douanier ni barbelés. C'était une avenue. Je l'ai franchie à quinze ans pour voir l'autre côté. J'y ai trouvé une ville plus grande que la mienne et une méthode pour le reste de mon existence : lorsqu'on vous explique qu'une frontière est naturelle, demandez qui l'a dessinée.